

par PATRICE HALARY (*)

Qu'elle apporte son soutien ou qu'elle dénigre l'action en cours, elle ennue.

Bons pères et leaders de charme s'affrontent devant les caméras. Pressés par les journalistes, ils nous abreuvent d'un discours monotone. Ils parlent du changement ; la belle affaire !

Où est donc la volonté affirmative, vive autrement, dans une société différente de celle qui nous enserme, nous enferme et nous brime ?

Nous nous endormons à l'ombre des barricades de mai 68.

Et qui, dans le monde politique français, exprime un autre langage ? Notre horizon est vide d'espoir.

La jeunesse aspire au changement. Loin d'être une simple vue de l'esprit contestataire pour les intellectuels en mal de révolution, le changement est une nécessité, la transformation de notre vie culturelle, politique et économique.

Bien loin de nous la société hiérarchisée, ce carcan à bonshommes, cette uniformité, ce vêtement commun enfilé chaque jour, enveloppé chaque soir. Bien loin de la jeunesse, l'idée de collaborer à une vie sans arène.

En ne favorisant pas réellement la création de structures jeunes, dans la tranche d'âge de vingt à trente ans, si ce n'est pour coller des affiches et distribuer des tracts, les partis de la majorité et de l'opposition font un triste calcul, une grave erreur. Nous tirons ensemble au précipice. Il faudrait se souvenir, bien avant les prochaines échéances électorales, que l'ardeur de la jeunesse n'est pas une idée parmi tant d'autres. Elle est l'avenir.

Que restera-t-il du septennat en matière d'architecture ?

par PHILIPPE PROISY

des étudiants ou même le directeur cherchant à faire entrer des architectes de talent comme enseignants, il se trouvent soumis à la désapprobation des professeurs en place.

À nouveau du pouvoir, la situation de l'architecture en France est-elle aussi de plus en plus inquiétante et rétrograde. Dans le passé, tous nos dirigeants politiques ont voulu par l'architecture, la peinture, la sculpture, le mobilier, marquer leur époque d'une empreinte artistique; ainsi en ont fait Louis XIV, Louis XV, Louis XVI... jusqu'à G. Pompidou, qui n'hésita point à faire appel à des artistes comme Agham ou d'autres pour faire des salons contemporains à l'Elysée et faire preuve de beaucoup de courage en imposant un Musée d'art moderne qui ne manquait pas de faire scandale comme l'ont fait dans leur temps toutes les grandes œuvres architecturales, les tableaux, les sculptures, les bâtiments, la plus vieille du monde, contribue ainsi à une meilleure culture artistique de beaucoup de gens, qui ne sont jamais allés au Louvre mais qui vont au Centre Pompidou.

Boulogne, ou que serait la France d'aujourd'hui sans ces monuments de l'architecture française ?

J'ai entendu dire que notre président avait un goût prononcé pour le style Louis XV. C'est son droit, mais c'est simplement un des premiers chefs du pouvoir ne marquant pas son époque par une architecture reflétant son temps.

Quant au projet du jardin des Halles, nous avons assisté à une petite démonstration de politesse : entre la présidence et la mairie de Paris, qui elle-même en relation étroite avec le président de l'ordre des architectes, a voulu faire imposer un projet insignifiant.

Par le principe de la démocratie ou plutôt de la démagogie, dans le but de chercher à plaire, on est donc arrivé à demander aux Français de choisir leur architecte. Or, comme les Français n'ont jamais appris à l'école ce qu'était l'architecture, comment peut-on en vouloir d'avoir peur de l'architecture contemporaine ? Ils n'ont même pas tout à fait tort, quand ils disent que depuis une quarantaine d'années, la décadence en matière d'architecture a plutôt glissé dans les mains des promoteurs et des banquiers, qui, eux non plus, n'ont jamais eu aucune connaissance en matière d'architecture, et l'on ne peut pas dire que le résultat en soit satisfaisant.

Comment, dans ce cas, ne pas avoir peur pour l'avenir de l'architecture ? Comment ne pas avoir le mal du pays quand on est jeune architecte et que l'on est pratiquement obligé de s'exiler de ce si beau pays qu'est la France pour avoir une chance d'exercer son métier dans de bonnes conditions ? Que restera-t-il du septennat de M. Giscard d'Estaing en matière d'architecture ?

Le Monde

LA REVUE

**La modération de Miss Thatcher
le mouvement d'opinion en faveur**

De notre correspondance

On se rappelle que dans l'été de 1914, le gouvernement français avait envoyé une mission d'inspection dans les provinces allemandes pour constater l'état des choses et pour évaluer les besoins de la population. Cette mission avait été dirigée par le général de Castelnau, commandant en chef de l'armée d'Alsace-Lorraine. Elle avait été composée de plusieurs officiers et de quelques civils. Elle avait fait de nombreux voyages dans les provinces allemandes et avait recueilli de nombreuses informations. Elle avait également fait de nombreuses conférences et avait écrit de nombreux rapports. Elle avait enfin fait de nombreuses suggestions pour améliorer la situation de la population.

Les conclusions de cette mission ont été publiées dans un rapport intitulé "Rapport de la mission d'inspection des provinces allemandes". Ce rapport a été divisé en deux parties. La première partie traite de la situation générale des provinces allemandes. La deuxième partie traite de la situation de la population.

La première partie du rapport est intitulée "Situation générale". Elle traite de la situation économique, sociale et culturelle des provinces allemandes. Elle constate que la situation est très mauvaise. Les provinces allemandes sont très pauvres. Elles ont une population très pauvre. Elles ont une culture très arriérée. Elles ont une situation sociale très mauvaise. Elles ont une situation économique très mauvaise.

La deuxième partie du rapport est intitulée "Situation de la population". Elle traite de la situation de la population dans les provinces allemandes. Elle constate que la population est très pauvre. Elle a de nombreux besoins. Elle a besoin de nourriture, de vêtements, de logement, de soins médicaux, etc.

Le rapport conclut que la situation des provinces allemandes est très mauvaise. Il propose de nombreuses suggestions pour améliorer la situation. Il propose notamment de fournir de la nourriture, de vêtements, de logement, de soins médicaux, etc. à la population. Il propose également de créer des écoles, des hôpitaux, etc. dans les provinces allemandes.

La bataille de l'opinion

Un voyage vers l'Asie

Retour

Paris. — Des brumes sur
Roissy-en-France. C'est fini !
On saute de l'avion, l'esprit
cotonneux et l'âme aussi naïve
que celle d'un petit enfant.
Excusez du peu... Partir si loin
dans les Atlas, on s'est dé-
shabitué en chemin des manières
et des préjugés de son pays.
C'est du cerveau au point d'ou-
blier les règles du jeu : de la
dérision, et surtout pas de bons
sentiments ou de phrases au
premier degré ! Ici, la naïveté
est un péché mortel, tellement
dangereux qu'il peut vous faire
passer d'un peu de malice à
malice que vous êtes de mé-
tro. C'est un risque que plus
personne n'ose courir depuis
longtemps. J'y repense en fran-
chissant la porte de la Cha-
pelle, plus vide que Djeddah un
jour de ramadan. Quel ennui !
Sur le point de réintégrer ma
tribue, j'ai vu, voilà que le
tribou me manque.

Le plus dur n'est pas tant de
revenir que de rentrer dans sa

peau. Il va falloir reprendre
dare-dare l'habitude de citer
Lévi-Strauss, d'écouter Ray-
mond Barre et de lire Claire
Bretecher. Ce sera dur... Il va
falloir aussi rattraper son
retard et mieux surveiller sa
ligne, politique. Catastrophe !
A ces premiers quelques
journaux, on s'aperçoit déjà
qu'on a raté cette grande
affaire de la « nouvelle droite »,
si capitale pour l'avenir des
deux hémisphères. Bref, on
arrive tout pensait et vraiment
très « plouc ». On connaît bien
à la presse cette diffé-
rence des structures cul-
turelles, des structures so-
ciales. Comme tout un chacun,
cela va faire quinze ans que je
me tire d'affaire par la
pirouette convenue qui consiste
à faire croire qu'on n'a pas
changé de 1 millimètre en
cours de route. Tel je suis parti,
tel je reviens, ça va, ça va,
voilà, mesdames, messieurs !
Ordinairement, on ne perd pas
une minute : vite, classer son

courrier, téléphoner un peu, prendre une douche et resurgir impavide vers le boulevard des Italiens, plus « grand reporter » que nature. « Bons, tes papiers, Coco ! »

Quant au reste... Ce qui a pu troubler en vous en allant voir le monde de près, ce que vous gardez « à l'in » dans un coin de la ceinture, ce qui vous a servi surtout, l'espace d'une journée, un cil noir posé sur la France... Tout cela ne fait jamais de la matière première pour rotatives. Question de pudeur et de prudence professionnelle. C'est une question de pudeur, car si quiconque tant aisément indéfiniment l'essentiel en protégeant sa réputation. Mais qui s'en préoccupe ?

pétition pour l'Iran, le « nouveau journalisme », etc. Je sais bien qu'on reprend en deux ou trois jours le droit chemin et qu'on finit, comme les autres et comme avant, par s'intéresser quotidiennement à tout cela. Au début, tout de même, c'est rude ! Les deux ou trois idées qui vous traversent alors l'esprit sont scandaleuses, réactionnaires, quasiment justiciables d'une expulsion.

On trouve d'abord, à bien regarder les trottoirs, que Paris a plutôt moins bonne mine que Calcutta ou Chandernagor.

Figures maussades et regards consternés : comme si on se retrouvait au chevet d'un malade. On constate ensuite que s'accélère à vue d'œil un déferlante recroquevillé en une seule traite, mais, sans troubles, bruyantes, ses problèmes d'essence, avec le conducteur provisoire que donnent les décalages horaires et les huminités exotiques, il paraît évident pourtant que ce canon du monde aura bientôt se servir de ce siècle, ce siècle, ce siècle, ce bien davantage encore que ne l'imaginent ses habitants ou que ne le disent les politiciens. Le pire, c'est que, venant du Bengale ou du Japon, on n'arrive pas à trouver, dans ces deux pays, le même ordre d'idées.

L'autre surprise, c'est la xénophobie rampante, l'agressivité barricadée qui vous

tuer aux yeux et paraît avoir
 encore gagné du terrain. La
 France, citadelle assiégée par
 les pauvres et toute retentis-
 sante de discours... Quant
 à l'émouvante impression... C'est
 tout à fait la bagasse du cas,
 du Nicaragua, du Sahara ou
 de Téhéran, qui défile au
 journal télévisé, elles vous font
 tout d'un coup un effet sin-
 gulier. Comme si la grande
 histoire, celle qui assigne et qui
 définit, était pour le moment
 absente, d'autre que spectacle,
 assignés arbitrairement à la queue
 sur les écrans. Je me
 demande si l'Europe tout
 entière, décolonisation achevée
 ou non, n'est pas devenue, au
 lieu d'être son propre maître,
 l'otrice d'un monde qui se
 débrouille désormais sans elle.
 Cela expliquerait notamment
 pourquoi j'ai tant de gens à Paris
 qui parlent sans rien dire, et
 pourquoi des intellectuels en panne de
 conscience

Bref, j'avais beau me pincer, il me semblait retrouver, dans mon propre quartier, une famille de cinquante millions de petits traités que les enfants énervent (ou n'en fait donc plus, qui compte les et que seuls encoussent les parents, le curé et le gâsme. Cette lugubre image était sans aucun doute le produit d'une grande fatigue. Je me suis donc bien gardé de ressortir dans les rues le premier jour. Trop rassérénés quant à nos problèmes politiques, les communistes, les socialistes, les radicaux, l'élite scandale. En attendant d'être réconciliés et rendu à plus de sérieux, j'ai donc coupé la parole à Léon Zitronne et avalé un léger somnifère.

FIN

"Un voyage vers l'Asie"
de Jean-Claude
Guillebaud sera publié
début novembre
aux Editions du Seuil.

Le cabinet Lynch ne veut pas céder à la panique

[illegible][illegible]

Le voyage vers l'Asie de Jean-Claude Guillebaud a comporté les étapes suivantes :	
ROME : « Urbi et Orbi »	3 août
NAPLES : « la Politesse des morts »	4 août
« la Messe à Santa-Lucia »	5-6 août
TYR : « la Maison devant la guerre »	7 août
CEYLAURA : « le Chemin de Damas »	8 août
ZEKRIAT : « le Retour d'Abdo »	9 août
KISA : « Crépuscule sur le détroit d'Ormuz »	10 août
TEHERAN : « Pharaon envoie »	11 août
DELHI : « Un pied sur Connaught Circle »	12-13 août
KATMANDOU : « Déprime sur Freak's street »	14 août
BODNATH : « Bouddha dérangé »	15 août
HOWRAH : « Deux jours dans un atum »	16-17 août
CHANDERNAGOR : « les Nostalgies de Chorone Koc-macra »	18 août
CALCUTTA : « Cent mètres de trottoir »	19-20 août
« Panique à bord »	21 août
BANGKOK : « Dernier lango sur un volcan »	22 août
VARINE : « le Cycle du riz »	23 août
UBON : « Périféria du désespoir »	24 août
TAPTHAI : « l'Opium du peuple »	25 août
LANTAO : « Des gardes rouges »	26-27 août
HONGKONG : « Dynamite City »	28 août
MACAO : « Adieu, petite Blanches ! »	29 août

Cette fois, pourtant, après avoir triché tout un mois avec les usages, la déontologie et la grammaire, je pouvais bien m'offrir un retour hors du commun. Prémédité en plus...

En clair, à peine débarqué, revenue des Gobelins, j'allais reprendre sous l'œil acheteur des journaux, farfouillé deux bonnes heures sur les grandes ondes et suivi dououreusement les informations télévisées. L'idée, c'était de tirer parti du grand choc qu'on imagine pour prendre quelques notes à toute vitesse. Avant qu'il ne soit trop tard. On met si peu de temps à redevenir parisien...

Pour un choc, cela en fut un ! Les tragédies de la Sécurité sociale, le drame du « France », les malheurs de la gauche, le débat sur la pédophilie, les incendies de forêt, la grève des chemins de fer, le dernier tiers provisoirement,

***Vous vous destinez
à la gestion des entreprises***

Suivez le programme de formation polyvalente
ADMINISTRATION DE L'ENTREPRISE

Intensif, concret, résolument pratique, il offre les avantages exclusifs suivants:

- études de courte durée (9 mois seulement, d'octobre à juin);
- travail en petit groupe (30 stagiaires admis par session);
- accès au diplôme de "Maîtrise en Administration d'Entreprise";
- formation assurée exclusivement par des praticiens, tous cadres, dirigeants ou conseils d'entreprises;
- contenu couvrant tous les domaines de la gestion moderne: techniques de base, secrétariat général, ressources humaines, finances et comptabilité, organisation et production, marketing et publicité;
- contrôle systématique et continu des connaissances et performances;
- études en Suisse, dans un milieu réellement international.

Conditions minimales d'admission: 21 ans, niveau d'études supérieures. Coût total du programme à plein temps: Fr 18'000.-. Documentation complète en retournant le coupon ci-dessous au Secrétariat de l'École.

**Ecole de Cadres
de Lausanne**
Centre international de formation
et de perfectionnement en
administration d'entreprise,
fondé en 1963
Rue du Bugnon 4
CH-1005 Lausanne (Suisse)
tél. (021) 22.15.11

« Les hommes enervent (on n'en fait pas le moins plus), qui compte ses sous, et que seuls émoustillent encore les discours sur l'orgasme. Cette lugubre image était sans aucun doute le produit d'une grande fatigue. Je me suis donc bien gardé de ressortir dans les rues le premier jour. Tout rasséréné quant à nos modestes problèmes et tout optimiste, j'aurais fait scandale. En attendant d'être réacclimaté et rendu à plus de sérieux, j'ai donc coupé la parole à Léon Zitronne et j'avais un léger somnifère.

FIN

étranger

LA RECRUESCENCE DU TERRORISME IRLANDAIS

La modération de Mme Thatcher contredit le mouvement d'opinion en faveur de la répression

De notre correspondant

Londres. — Malgré le mécontentement grandissant de l'opinion, dont plusieurs journaux se font l'écho, à l'égard du gouvernement britannique, les dirigeants britanniques sont décidés à ne rien faire qui puisse aggraver les délicates relations entre Londres et Dublin. Mais les élus officiels admettent que l'assassinat de Lord Mountbatten et la mort de dix-huit parachutistes tués dans l'embuscade de Warrenpoint ont pratiquement réduit à néant la possibilité d'une nouvelle initiative politique dans l'avenir immédiat.

Le nouveau gouvernement conservateur, dit-on, aurait souhaité sortir de l'immobilisme des dernières années, mais le regain de tension entre les deux communautés en Irlande du Nord et la recrudescence des violences lui imposent maintenant de donner la priorité au renforcement des mesures de sécurité et même de répression. Dans cette perspective, les meilleurs politiques reconnaissent non sans amertume, que l'IRA a atteint son objectif : la recherche d'une solution politique est de nouveau freinée, alors que M. Atkins, le nouveau secrétaire chargé des problèmes de l'Irlande du Nord, appuyé par les éléments modérés du parti conservateur, paraissait déterminé à la favoriser.

Vis-à-vis des unionistes de l'Ulster et des éléments de droite conservateurs, M. Atkins, dont la position a été déjà sensiblement affaiblie par ses hésitations sur l'invitation du gouverneur Carey à participer à un « sommet » irlandais à New-York, se soumet à agir avec vigueur et à obtenir rapidement des résultats positifs dans la lutte contre le terrorisme.

Bien que les premières délibérations gouvernementales se soient concentrées sur les questions de renforcement de la sécurité en Ulster et de la protection des personnes politiques dans l'ensemble du Royaume-Uni, le gouvernement n'envisage pas, à ce stade, l'envoi de nouveaux effec-

tifs en Irlande du Nord. D'autre part, il ne propose pas de faire une représentation exceptionnelle auprès du gouvernement de Dublin sur l'insuffisance de la protection donnée à Lord Mountbatten, ce dernier avait refusé.

Les contacts anglo-irlandais se poursuivent normalement, mais l'échelon des chancelleries, mais il est acquis que Mme Thatcher rencontrera M. Lynch, le premier ministre irlandais, si ce dernier se rend aux funérailles de Lord Mountbatten. A Whitehall, on précise que ces conversations porteront essentiellement sur les problèmes de sécurité et les moyens d'améliorer la coopération entre les forces de sécurité des deux côtés de la frontière, mais non pas sur l'avenir politique de l'Ulster. Il est vraisemblable, cependant, que Mme Thatcher se fera l'écho du sentiment du peuple britannique pour que le gouvernement de Dublin se montre plus actif dans la lutte contre le terrorisme et surtout pour qu'il accepte d'extrader les terroristes capturés sur le territoire irlandais, mais qu'il refuse de renvoyer au Royaume-Uni en les considérant coupables seulement de « crimes politiques ».

La lassitude de l'opinion

Dans l'immédiat, le gouvernement britannique paraît en retrait sur l'opinion, dans la mesure où on peut apprécier les sentiments du public à travers les commentaires privés et les éditoriaux de la presse. Une partie de l'opinion réagit avec indignation et réclame la répression encore plus vigoureuse. Mais la réaction moyenne est celle d'une lassitude grandissante à l'égard de l'Irlande catholique ou protestante, tous tenus dans le plus grand mépris. « Laissez-les se battre entre eux », disent nos soldats. « Les meilleurs offi-

ciels ne peuvent ignorer le courant d'opinion sur lequel s'écoule l'hebdomadaire conservateur *Spectator* écrit le « *devoir irlandais* » de Mme Thatcher lui impose de considérer le problème strictement du point de vue des intérêts nationaux de la Grande-Bretagne et il rappelle, à cet égard, que l'Ulster, la région subventionnée par l'argent public du Royaume-Uni, a l'intérêt national britannique serait bien servi si ses liens pouvaient être brisés sans que le sang coule », écrit M. George Gale. C'est justement ce que redoutent les milieux officiels, rappelez l'impitoyable grandissante des milices de l'armée protestante et prévoyant que le départ des troupes britanniques déclencherait une guerre civile et aboutirait probablement à un bain de sang des catholiques.

En tout cas le problème irlandais, passé au second plan, en raison de la priorité donnée aux questions économiques et sociales, revient au cœur des préoccupations du gouvernement. La presse de gauche, pas les critiques à l'égard du gouvernement de Dublin. Dans le *Telegraph*, M. Cruise O'Brien, ancien ministre irlandais, aujourd'hui rédacteur en chef de l'*Observer*, demande au gouvernement de M. Lynch de sortir de l'équivoque, car, dit-il, « le feu constant de demander publiquement à la Grande-Bretagne de se déclarer prête à s'en aller, alors qu'on espère qu'elle restera, est extrêmement dangereux ».

Le *Daily Express* invite le gouvernement à « moins parler mais à plus d'action ». Les *Britanniques* qui ont complètement cessé de pieuses déclarations des hommes politiques irlandais qui parlent beaucoup et ne font rien », et il ajoute que si le gouvernement de Dublin ne renforce pas son action, le mouvement de l'opinion publique en Grande-Bretagne pourrait devenir irréversible. M. Lynch, ancien ministre irlandais, aujourd'hui rédacteur en chef de l'*Observer*, demande au gouvernement de M. Lynch de sortir de l'équivoque, car, dit-il, « le feu constant de demander publiquement à la Grande-Bretagne de se déclarer prête à s'en aller, alors qu'on espère qu'elle restera, est extrêmement dangereux ».

Quant au *Daily Mirror*, de tendance travailliste, il blâme vigoureusement Dublin pour le refus de la protection donnée à Lord Mountbatten : « Le gouvernement irlandais parle toujours de mener la lutte contre l'IRA, mais n'agit pas de manière efficace (...). Il dénonce les terroristes, mais leur permet de s'abriter derrière la frontière irlandaise (...). Il se proclame l'ennemi déterminé de l'IRA, mais le parti gouvernemental et les services de sécurité sont pleins de sympathisants de l'IRA (...). »

HENRI PIERRE.

● Jean-Paul II est décidé à effectuer le voyage en Irlande pour annoncer le début de la réconciliation, en dépit du meurtre de Lord Mountbatten et de l'attentat ayant coûté la vie à dix-huit soldats britanniques. Le pape a déclaré un « jour de prière » à l'occasion de la mort de Lord Mountbatten, qui a ajouté : « Il s'agit d'un voyage d'amour et de paix, objectif qui s'impose plus que jamais dans la conjoncture actuelle ».

D'autre part, un prêtre irlandais, Mgr Eamonn Marron, a également affirmé qu'il n'y aurait pas de changements majeurs dans les plans concernant la visite de trois jours du pape en Irlande, qui doit débuter le 29 septembre. — (A.F.P.)

● M. Giscard d'Estaing a adressé à la reine Elizabeth le télégramme suivant : « J'ai appris avec une profonde émotion l'odieux attentat dont ont été victimes Lord Mountbatten et son petit-fils. Le peuple français ressent intensément la disparition de Lord Mountbatten, car chacun se souvient ici de son attitude héroïque pendant la guerre et de l'état dont il a marqué ensuite ses hautes fonctions. Par son geste exceptionnel et sa grande simplicité, il incarnait le courage, la dignité et l'élégance britanniques. »

● Les obsèques nationales de Lord Mountbatten auront lieu mercredi 1^{er} septembre en l'abbaye de Westminster, en présence des membres de la famille royale. — (A.F.P.)

● Un registre de condoléances a été ouvert par l'ambassade de Grande-Bretagne à Paris à la suite du meurtre de Lord Mountbatten. Ce registre est à la disposition du public, tous les jours de 10 heures à 12 heures et de 15 heures à 17 heures, à la résidence de l'ambassadeur, 37, rue du Faubourg - Saint - Honoré, 75008-Paris.

L'IRA : soixante ans de lutte contre les Britanniques

Si l'Irish Republican Army (IRA) est revenue au premier plan de l'actualité internationale depuis une dizaine d'années, cette organisation a derrière elle une longue tradition de lutte armée contre la présence anglaise en Irlande. Durant la guerre d'indépendance, de 1919 à 1921, les quelque quinze mille hommes qu'elle comptait alors se sont violemment opposés — en général par petites unités d'une soixantaine de combattants — aux troupes britanniques qui, avec le renfort du Royal Irish Constabulary, étaient environ quatre fois plus nombreuses.

Par la suite, l'IRA ne cessa de multiplier les interventions actives, et même activistes, dans

ter catholiques et protestants à Londonderry puis dans d'autres villes d'Irlande du Nord, leur fournissant un nouveau point de départ. D'autant plus que la présence militaire britannique et l'administration directe de l'Ulster, mise en place au lendemain des troubles, apportent au mouvement nationaliste le soutien populaire qui compensait à lui faire singulièrement défaut.

Mais une crise idéologique s'ouvre dans les rangs de l'IRA en 1969. Le conflit porte à la fois sur une certaine orientation de la direction — jugée pro-communiste par les acrobates — et sur la nécessité de recourir à l'action violente, donc à l'illégalité. La séparation en deux branches

sence, des lieux publics où passe une foule anonyme : grands magasins, gares, terrasses de sport, etc.

Ces opérations sont, en général, réalisées à l'aide d'explosifs (bombes statiques, projectiles) ou à l'arme automatique. A la maison, le IRA au Pays basque, les terroristes « décrochent » aussitôt l'attentat commis ou le commandement, la mise à feu des engins explosifs. Ils bénéficient de nombreuses sympathies dans la population locale, ce qui rend très malaisées les recherches effectuées par les Britanniques. En outre, ces derniers estiment que l'IRA provoque des déplacements de bases de repli en République d'Irlande, et de soutiens financiers considérables, notamment aux États-Unis, où la population de souche irlandaise est nombreuse.

Tout récemment, une nouvelle scission s'est faite pour au sein du mouvement clandestin, avec la création de l'Irish National Liberation Army (I.N.L.A.), branche particulièrement dure et « militante » du courant nationaliste, qui a notamment revendiqué la responsabilité du meurtre de M. Aire Neave, porte-parole des conservateurs aux Communes pour les questions irlandaises, le 30 mars dernier à Londres. Il semble que, d'une manière générale, certaines tensions internes aient toujours été vives au sein de l'IRA, provoquant, dans certains membres, ont payé de leur vie leur désaccord avec la direction du mouvement ou leur intention d'abandonner à leur tour la lutte armée.

BERNARD BRIGOLEUX.

LORD MOUNTBATTEN ET LE « RICHELIEU »

C'est à bord du *Richelieu* et non du *Strasbourg*, coulé en rade de Toulon, que l'amiral Mountbatten fit une visite spectaculaire lorsqu'il était commandant suprême allié dans l'Asie du Sud-Est (le Monde du 29 août). Cette visite, nous rappelle un ancien membre de l'état-major du navire, qui l'a vu le 17 juillet 1944. Elle était la seconde de l'amiral, la première ayant eu lieu à Scapa Flow, lorsque le *Richelieu*, modernisé aux États-Unis, avait fait escale dans la grande base britannique.

Lord Mountbatten, lorsqu'il reçut la capitulation japonaise dans l'Asie du Sud-Est, tint à y associer un détachement du *Richelieu*, qui avait participé notamment aux opérations de débarquement en Malaisie. Rendons donc au *Richelieu* ce qu'un lapsus nous avait fait attribuer à un navire dont le destin lui moins glorieux. — J.P.

la vie publique de l'Irlande du sud, notamment avec la longue occupation du palais de justice et la capitale, en 1922, durant la guerre civile (1922-1923), et jusqu'à la seconde guerre mondiale. De Valera avait fait libérer, en 1932, ceux de ses chefs encore emprisonnés ; mais, à la suite d'une vague d'attentats, l'organisation fut interdite en 1936, ce qui ne l'empêcha pas de continuer dans la clandestinité sa lutte contre la partition de l'Irlande, inscrite en 1920 et confirmée en 1938, et l'administration britannique, mais aussi contre les groupes unionistes protestants qu'elle jugeait complices de l'occupation.

L'IRA provisoire se lance au contraire dans une campagne de harcèlement contre les troupes et l'administration britanniques, mais aussi contre les groupes unionistes protestants qu'elle jugeait complices de l'occupation. Elle conserve des liens étroits avec les éléments catholiques « durs » des deux Irlandes, et en outre, elle semble s'être alliée avec d'autres organisations étrangères similaires.

Les attentats, très nombreux depuis dix ans (le Monde du 29 août), visent principalement des bâtiments publics en Irlande du Nord, voire en Grande-Bretagne, mais aussi des groupes de soldats isolés ou en groupe, des droits fréquentés surtout par les protestants, mais aussi, pour créer un climat d'insécurité et obliger les forces anglaises à faire sentir plus pesamment leur pré-

UNION SOVIÉTIQUE

Avant la Foire du livre à Moscou

LES AUTORITÉS SOVIÉTIQUES ANNULLENT LE VISA D'UN ÉDITEUR AMÉRICAIN

New-York (A.F.P.). — Les autorités soviétiques ont annulé, le 29 août, le visa qu'elles avaient accordé au président de l'Association des éditeurs américains, M. Bernstein, pour qu'il puisse venir à Moscou, le 30 août, à l'occasion de la Foire du livre de Moscou, qui débutera le 4 septembre. Aucune raison n'a été fournie à M. Bernstein pour cette mesure. L'interdiction de l'entrée de M. Bernstein, approuvée par le département d'État, n'a produit aucun effet. Néanmoins, trente maisons d'éditions américaines, dont celle de M. Bernstein, participent à la Foire du livre, et ce sera-ce que pour donner à ces citoyens soviétiques la possibilité de voir et de lire des livres qui, autrement, n'entreraient pas en U.R.S.S. —

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérant : Jacques Favet, directeur de la publication.
Jacques Savagnot.

Imprimerie du « Monde »
5, rue des Italiens
PARIS-12^e
1977

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

L'ÉPILOGUE DE L'AFFAIRE GODOUNOV-VLASSOVA

Obtenir l'asile politique se dit en russe « disparaître dans des circonstances obscures »

De notre correspondant

Moscou. — Après avoir réservé, mardi 28 août, un accueil officiel à la danseuse du ballet du théâtre Bolchoï, Lioudmila Vlassova, les autorités soviétiques s'efforcent de tirer le meilleur parti d'une affaire qui, dans l'ensemble, s'est bien terminée pour eux. Il ne leur est, en effet, pas trop difficile de présenter à posteriori l'immobilisation sur l'aéroport de New-York, pendant plus de trois jours, de l'ilyouchine-62 de l'Aeroflot, comme totalement injustifiée, puisque Mme Vlassova semble avoir maintenu sa position d'un bout à l'autre. Le dénouement pourrait même faire oublier qu'une des vedettes du corps de ballet du Bolchoï, Alexandre Godounov, a demandé l'asile politique aux États-Unis.

Pour la première fois, l'agence Tass a d'ailleurs évoqué, à sa manière, la défection du danseur et ses liens avec Mme Vlassova. « Pour l'honneur de Lioudmila Vlassova, il faut dire qu'elle a vu va clair dans les sales intentions (des autorités américaines). Elle ne voulait pas se retrouver, écrit Tass dans la situation de son mari, l'artiste du Bolchoï, Alexandre Godounov, qui avait disparu peu avant dans des circonstances qui restent obscures jusqu'à maintenant. »

Selon la *Literaturnyia Gazeta*, de ce mercredi 29 août, Alexandre Godounov aurait été, pen-

dant son séjour aux États-Unis, poursuivi par une bande de provocateurs, qui lui promettaient « des ponts d'or et une mer de whisky gratuit » s'il restait en Amérique. Ces manœuvres ayant été insuffisantes, on a fait courir des « bruits sales et calomnieux pour la séparer de sa femme et l'abandonner moralement. Malheureusement, ce projet mal intentionné n'a pas réussi », écrit l'hebdomadaire de l'Union des écrivains, qui ajoute que, actuellement, Alexandre Godounov serait maintenu au secret.

Pour le reste, les Soviétiques répètent, une nouvelle fois, leur version de l'affaire, dénonçant la « séquestration » de passagers innocents, notamment vingt-quatre femmes et treize enfants, qui se sont trouvés dans une situation d'« otages ». L'agence Tass ajoute que « la position claire et sans équivoque des représentants de l'U.R.S.S. à New-York, a finalement obligé le gouvernement américain à chercher une issue à la situation peu enviable dans laquelle il s'était lui-même placé ». Après la déclaration faite par Mme Vlassova à l'extérieur de l'appareil, « les Américains n'avaient rien d'autre à faire, conclut l'agence, qu'à prendre note de cette déclaration et à retirer leurs objections absurdes contre le départ de l'avion pour sa destination : Moscou ».

DANIEL VERNET.

Le cabinet Lynch ne veut pas céder à la panique

De notre correspondant

Dublin. — Après l'assassinat de Lord Mountbatten et la mort, dans l'attentat, de son petit-fils, âgé de quatre ans, d'un autre garçon de la région et de la mère de son genre à la suite de ses blessures, la population du pays demeure consternée par cet acte terroriste revendiqué par l'IRA. Le gouvernement, qui n'a pas encore pris de décision, se contente de dire que des membres du gouvernement et de nombreux Dublinois se rendaient à l'ambassade britannique pour y signer le livre de condoléances, le drapeau tricolore vert, blanc et orange représentait une lourde charge pour l'économie, mais semblaient adéquates.

Les hommes politiques loyalistes d'Ulster ont toutefois profité des événements tragiques de lundi pour renouveler leurs attaques à l'égard de l'administration de Dublin, réitérant que le sud est un refuge pour les terroristes. Trois d'entre eux ont d'ailleurs envoyé une lettre au premier ministre britannique, Mme Thatcher, la priant de boycotter le prochain sommet de la C.E.E. à Dublin si le gouvernement de Londres n'accepte pas d'extrader en Ulster ceux qui sont recherchés par la police de la province pour des crimes terroristes. On s'attend à ce que le premier ministre britannique et M. Lynch aient des entretiens dans un avenir proche sur la question de la sécurité ; peut-être à l'occasion des obsèques de Lord Mountbatten à Londres, la semaine prochaine.

A Belfast, on craint que le meurtre, dans la soirée du 28 août, d'un homme, père de dix enfants, dans un quartier catholique de la ville et l'annonce par une organisation loyaliste paramilitaire proscrite, les Combattants de la liberté d'Ulster (U.F.F.), de reprendre ses activités militaires ne soient la conséquence directe d'attentats de lundi et ne représentent le début d'un nouveau cycle de violences sectaires dans la province.

JOE MULHOLLAND.

L'attentat de Bruxelles

n'est peut-être pas le fait de l'IRA

De notre correspondant

Bruxelles. — L'IRA ou les amateurs de musique pop ? La police bruxelloise était perplexe, le mardi 28 août, après l'attentat de la Grand-Place. Le bourgmestre de la ville, M. Van Halbeek, a reçu un coup de téléphone d'un interlocuteur qui revendiquait l'explosion au nom du terrorisme irlandais, mais la radio-télévision belge en a reçu un autre : un inconnu affirmait que la bombe avait été posée par des jeunes amateurs de pop, outrés de l'interdiction d'un concert, il y a quelques semaines. Les autorités avaient fait annuler le « Woodstock » bruxellois pour prévenir des abus de drogue et envayer les actes de violence qui s'étaient multipliés dans la capitale au cours des trois derniers mois.

Bruxelles fête son millénaire, et mardi la fanfare du « régiment royal du duc d'Edimbourg » était invitée à y participer. Le concert devait commencer à 15 heures et le ciel était clément pour la première fois depuis plusieurs semaines, quelques centaines de

personnes s'étaient rassemblées sur la Grand-Place, devant l'hôtel de ville, où un très disgracieux kiosque a été dressé au début de l'été. Quatre musiciens anglais, en avance sur l'horaire, y accablent leurs instruments quand, dix minutes avant l'ouverture du concert, une explosion se produit. La puissante charge de plastique déposée sous le kiosque fit sauter pas d'inquiétude (leur état n'inspire pas d'inquiétude) et brisa de nombreuses vitres des maisons avoisinantes.

Le concert de mardi a été annulé, et le récital de la chanteuse noire Myrtin Makeba, prévu pour mercredi, devra avoir lieu ailleurs, le kiosque et la sonorisation étant détruits.

Venant quelques heures après l'assassinat de Lord Mountbatten, l'attentat de Bruxelles a semé la consternation dans la colonie anglaise. La police a décidé de renforcer la garde de tous les immeubles occupés par des Britanniques. — P. De V.

PROCHE-ORIENT

Egypte

Le régime essaie d'empêcher une alliance entre opposants marxistes et intégristes musulmans

De notre correspondant

Farmis les opposants de gauche arrêtés figurent plusieurs membres du Rassemblement progressiste, mais c'est surtout parmi les personnes non affiliées à une formation politique, comme M^r Neguib El-Hadi, M^r Zaki Mourad, que la police égyptienne croit trouver des militants du parti communiste égyptien clandestin. Ce mouvement, qui n'a guère fait parler de lui jusqu'en Égypte même, mais qui dispose d'antennes à Beyrouth, Paris ou Londres, semble avoir la même tactique que la plupart des autres partis communistes arabes : être de participation à tout gouvernement « nationaliste et progressiste », opposition totale à tout régime « pro-américain et anti-populaire ».

Rappelons que le premier parti communiste égyptien a été fondé après la première guerre mondiale, mais qu'aucune formation se présentant officiellement comme communiste n'a jamais pu obtenir sa légalisation au Caire. Aussi, bien qu'une loi adoptée en 1966 par le gouvernement d'Ismaïl Sedki Pacha, sous le roi Farouk, et maintenue après la révolution de 1952, lui prévoyant dix ans de travaux forcés en cas de réconstitution d'un parti interdit, qui risque de s'appliquer à M^r El-Hadi et aux autres délégués de la Citadelle du Caire et du pénitencier de Toulouk.

A moins que, comme cela s'est déroulé plusieurs fois dans un passé récent, le pouvoir ne libère discrètement les prisonniers et laisse l'affaire se poursuivre dans les marges de la procédure égyptienne, une fois qu'il aura estimé avoir, au moins provisoirement, entravé le rapprochement en cours entre intégristes et communistes.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

La guerre civile en Iran

Les exécutions d'insurgés se multiplient au Kurdistan

Le nouvel anathème lancé ce mercredi 29 août, par l'imam Khomeiny contre « les contre-révolutionnaires et rebelles kurdes » parvenu aux tentatives de négociations qui se poursuivaient à Téhéran entre une délégation kurde, venue de la ville de Mahabad, au nord-ouest de l'Iran, et les autorités iraniennes. L'imam a proclamé de nouveau son intransigeance à l'égard des Kurdes, dans un discours en onze points.

Après avoir affirmé que, après enquête, les journaux dont les positions n'étaient pas systématiquement à l'encontre de l'islam et de la nation pourraient réparaître, il a souligné la nécessité d'harmoniser l'action des forces de l'ordre : armée, gendarmerie, gardiens de la révolution, menaçant les contrevenants de les passer en justice. Il a ensuite sur la situation au Kurdistan, demandé que les dirigeants du parti démocratique kurde iranien (P.D.K.I.), officiellement interdit, fassent l'objet de « châtiments exemplaires » et appelé les dignitaires sunnites (les Kurdes sont en majorité chiites) à collaborer avec les forces de l'ordre. Il leur a demandé de livrer les dirigeants de la rébellion aux autorités, promettant l'amnistie aux Kurdes « qui ont été trompés qui déposeront les armes et se rendront ».

Laystollah Mohamed Behchti, président de l'Assemblée des experts, et qui négociait avec la mission kurde venue de Mahabad, a déclaré, mardi soir, après un entretien avec des délégués kurdes, que « l'imam Khomeiny avait décidé qu'aucune concession particulière ne pouvait être faite aux Kurdes pas plus d'ailleurs qu'à une autre minorité ethnique iranienne ». Il a accusé le P.D.K.I. d'avoir « profité de toutes les occasions au Kurdistan pour renforcer

sa position et exiger non pas une simple autonomie, mais une véritable sécession ». « Nous avons annoncé plusieurs fois notre accord avec l'autonomie mais le P.D.K.I. a cherché à occuper le Kurdistan par la force ».

Il a annoncé la détermination du gouvernement d'occuper la ville de Mahabad, « surtout maintenant que leur radio a commencé d'émettre ». La station de radio de Mahabad a, en effet, selon les autorités de Téhéran, été occupée par le P.D.K.I.

Les membres de la délégation kurde n'étaient déjà pas très optimistes avant que les dernières instructions de l'imam Khomeiny ne soient connues. Selon des sources proches de la délégation, et citées par l'A.F.P., ils déclaraient : « n'avoir encore obtenu aucun résultat, et ce n'est pas une promesse ». La délégation, venue de Mahabad, avait prôné « la modération et la souplesse ». Toujours selon les mêmes sources, les négociateurs iraniens auraient demandé l'arrestation de personnalités très connues au Kurdistan notamment le cheikh Ezzeddine Hussein, et qu'elles leur soient livrées. Les Kurdes avaient refusé.

De nouvelles opérations de l'armée iranienne, dont les forces convergent vers Mahabad, sont donc à prévoir, bien que le vice-président du gouvernement iranien, chargé des affaires de la révolution, M. Mostafa Chamran, dans une interview au journal *République islamique*, ait vivement critiqué, mardi, l'armée, « qui se montre sans conscience de ses responsabilités ». Selon M. Chamran, il existerait, même en son sein « des éléments corrompus qui se livrent à des complots et à des sabotages ».

La justice islamique, en tout cas, continue d'agir. Le « Juge itinérant »,

l'ayatollah Khalkhali, envoyé par l'imam Khomeiny au Kurdistan, a encore fait écouter, mardi à Saqqez, vingt personnes convaincues de trahison. Parmi ces vingt personnes se trouvaient, pour la première fois, neuf militaires iraniens, reconnus coupables de « collaboration avec les agresseurs kurdes ». Quatorze d'entre eux ont été exécutés, mardi à Téhéran, dans le nord-ouest de l'Iran, en bordure du Kurdistan.

En France, la C.F.D.T. et l'Union des syndicats F.O. de la région parisienne ont accompli, mardi, des démarches auprès de l'ambassade d'Iran à Paris, pour que les sentences de mort, prononcées contre douze militants trotskistes (le Monde du 28 août), ne soient pas exécutées. D'autre part, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées, mardi, place d'Iéna à Paris, non loin de l'ambassade d'Iran, pour protester contre ces condamnations.

Israël

Le CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France) a publié le communiqué suivant : « La communauté juive de France, extrêmement sensible à tout ce qui concerne Israël, l'indigne des propos tenus à Alger, le 27 août, par M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français (1). Le CRIF, porte-parole du judaïsme organisé en France, relève et dénonce ces propos outranciers qui, dans un but partisan, occultent ainsi la cause de la paix ».

Le CRIF, 19, rue de Téhéran, Paris-9.

(1) Le Monde du 29 août.

AFRIQUE

Guinée-Équatoriale : la fin d'un délire

II. — Main tendue à l'Espagne

De notre envoyée spéciale FRANÇOISE CHIPAUX

Sortie ensanguinée de onze années de dictature de Francisco Macías Nguema, la Guinée-Équatoriale est dirigée, depuis le 3 août, par un conseil militaire. Dans la partie continentale du pays, où le président déchu ne quittait pas depuis cinq ans son village natal de Zang-Ayong, le port de Bata offre le spectacle d'un total dénuement et la population est dépourvue des produits les plus élémentaires (le Monde du 29 août).

Malabo. — Petit, le visage buriné par les épreuves, Elias Manuel Maho, médecin chef de l'hôpital de Malabo, nous invite à contempler, dans son domaine, « l'œuvre de Macías ». « C'est là, nous dit-il, que nous mesurons le mieux la misère dans laquelle la folie d'un homme fondamentalement mauvais a plongé une population qui avait en 1968, date de l'indépendance, l'un des niveaux de vie les plus élevés d'Afrique ». Formé en Espagne, et spécialisé en chirurgie, le docteur Manuel Maho a regagné son pays en 1967. Sous Macías, il a été arrêté et emprisonné, puis incarcéré aujourd'hui de préciser le nombre de fois « J'ai fait au moins deux fois un an de prison », dit-il. C'est tout ce dont il est sûr. Pour lui, la fermeture des frontières a été une tragédie professionnelle. Il soupire : « Je ne connais même plus les termes

médicaux. Je suis seulement un athlète entraîné jadis qui vit sur ses réflexes. Tout intellectuel ou bourgeois était menacé sous Macías et il n'était pas nécessaire d'avoir le moindre contact avec l'étranger ». Sa clinique a été définitivement fermée, le 25 juillet 1978, et il a été affecté d'office à l'hôpital. Son prédecessor à ce poste avait réussi à prendre la fuite.

Vu de l'extérieur, l'établissement, situé un peu en dehors de la ville, garde un aspect pimpant avec ses pavillons vert et blanc disséminés sur ce qui fut jadis une pelouse fleurie. L'infirmerie qui se propose de nous faire visiter les lieux est un opérateur radiologiste. Il nous conduit donc d'abord aux salles de radio à deux pièces crasseuses où trônent d'antiques appareils. « Un seul peut marcher, précise-t-il, et seulement quand le groupe électrogène fonctionne, ce qui est assez rare ». Dans une vitrine bancale, quelques produits de contraste sont recouverts de poussière.

Dans le pavillon des enfants, qui contient une vingtaine de lits, trois tout petits pleurent sur des matelas sans draps, de couleur isabelle. L'infirmerie de service fait ce qu'il peut : « Ils souffrent de bronchite, dit-il, ce n'est pas facile à combattre sans antibiotiques ». Depuis peu, une épidémie de polio a sévi, et c'est là que les nouvelles autorités ont engagé une vaste campagne de prévention, grâce aux vaccins envoyés de toute urgence par l'Espagne.

scurs espagnols ont été expulsés et parmi les autres, certaines ont été arrêtées et tuées ». Leur chapelle n'a jamais été fermée et un prêtre y a célébré clandestinement la messe.

Malabo, plus encore que Bata, a subi la folie sanguinaire du président. Dès le début de son mandat, à l'époque où ses frères de race, les Fang, trouvaient encore grâce à ses yeux, Macías avait brimé les « Bubi » et les « Fernandinos », les habitants de l'île Fernando-Poo — rebaptisée de son propre nom — et de sa capitale, l'ancienne Santa-Isabel édifée par les Espagnols. La ville garde de cette époque de grandes maisons coloniales blanches dominées par la crique. Ces témoins d'un glorieux passé contrastent avec l'état d'abandon de la cité aux rues défoncées, et aux caniveaux dégorgeant les ordures.

L'hostilité aux Soviétiques

A la nuit tombée, seul le ronronnement régulier des groupes électrogènes, qui alimentent surtout les ambassades, se mêle à la stridulation des grillons. Malabo est privée d'électricité depuis deux jours, la centrale ayant définitivement rendu l'âme. « Macías pensait pouvoir la faire fonctionner avec son seul pouvoir magique et nous interdisait de l'entretenir », nous dit un technicien en levant les bras au ciel. Un pôle d'attraction subsiste pourtant, le cinéma, où une foule nombreuse se presse toute les soirées, pour regarder des productions soviétiques. Au programme, ce soir : Nuit noire sur le Chili.

Bien que leur présence se révèle partout, dans voitures, lieux publics, sur les enseignes célébrant la coopération avec Moscou, et même sur les chemises frappées de caractères cyrilliques, les Soviétiques évitent de se montrer. La population leur est manifestement hostile et des gamins « testent » le passant blanc en lui lançant des « nêt » ou « da » hargneux. La concession exclusive du droit de pêche accordée par Macías à l'U.R.S.S. a exacerbé le ressentiment de ces insulaires pour lesquels le poisson était la principale ressource, avec le cacao.

L'ancien vice-président du régime déchu, M. Nguema Esono, traduit bien l'animosité de ses compatriotes : « Vous savez, nous dit-il, on ne peut pas parler d'une coopération économique avec les pays de l'Est. Nous avons accepté plusieurs délégations en U.R.S.S. avec des propositions concrètes, mais aucune réponse n'est jamais venue. Nous avons toujours été les grands perdants. L'accord de pêche nous était tout à fait défavorable. Un médecin, parlant des Russes, va jusqu'à jurer, dans sa colère : « Ceux-là ne les soignerai pas. Les Roumains, oui, ce sont des êtres humains ».

Selon le vice-président, le nombre de décès ou de blessés étrangers en Guinée-Équatoriale n'aurait jamais dépassé cinq cents personnes et serait à l'heure actuelle de deux à trois cents.

Si l'agitation essentielle, outre les Soviétiques, de Coréens du Nord, qui formaient et encadraient l'armée de Cubains, dont le nombre aurait diminué depuis deux jours, la population, de Roumains, enfin de Chinois dont la coopération discrète et efficace jouit d'une grande estime. A Malabo, dans le centre de télécommunications en cours d'achèvement, Chinois et Guinéens travaillent côte à côte et se laissent volontiers photographier par des journalistes étrangers. Les dits de Pékin sont seuls visibles derrière les vitrines sales des magasins. L'unique « menu » qui nous ait jamais été proposé à Malabo, était arrosé de bière chinoise et composé — dans un pays dont les eaux comptent parmi les plus polluées du monde — de sardines importées de Canton.

Durant le coup d'État, il semble que tout les « conseillers » étrangers soient restés très discrets. Toutefois, à Zang-Ayong, où six Chinois et six Roumains faisaient partie de l'entourage immédiat du président, une « bavure » se serait produite. Deux « conseillers » chinois auraient, nous dit-on, été de diverses sources, suivi Macías dans sa tentative de reconquête du pouvoir et auraient même participé aux combats de Niélang avant d'être rappelés à l'ordre par leur ambassade.

Seul pays occidental à entretenir des relations diplomatiques au niveau de l'ambassade avec la Guinée-Équatoriale, la France a d'importants intérêts dans le pays. La Société française de dragages a notamment construit le gigantesque port Macías-Nguema de Bata, d'un modernisme impressionnant mais désespérément vide. Des capitaux français sont aussi présents dans la Compagnie forestière du Rio-Muni, qui a reçu en 1974 une concession de 150 000 hectares de forêt dans le sud-est de la province. La France a même obtenu, en 1978, de ses partenaires européens que la Guinée-Équatoriale puisse signer la convention de Lomé et recevoir ainsi une aide communautaire.

Une si fructueuse coopération avec la dictature suffit-elle à expliquer que l'ambassadeur « était rien à dire » aux journaux français de passage et refuse de les recevoir, tout en les renvoyant à son vice-consul pour d'éventuels « problèmes pratiques » ? La chef de file du protocole guinéen, qui s'apprête à nous « présenter », avait violemment sous-estimé la « prudence » de nos diplomates !

Que vont devenir les experts étrangers ? Il n'y aura aucune expulsion, nous dit un membre du C.M.S. (1), s'ils restent nos amis. Mais, ajoute-t-il, « il y aura de toute façon un retour au monde occidental et ce n'est pas un hasard. Nous sommes des fils de l'Espagne et nous voulons vivre avec les liens privilégiés avec elle ». Y aura-t-il une épuración ? Le lieutenant Moro Mba assure : « Nous allons faire une étude consciencieuse et précise de ce qu'on fait les gens. Il n'y aura pas de procès. Notre objectif est de pardonner mais aussi de savoir. Nous voulons, avant tout, rendre à la Guinée-Équatoriale une existence normale, la faire rentrer dans le concert des nations ».

Pour faire oublier plus vite le passé, le C.M.S., qui a fait libérer tous les prisonniers politiques dès son arrivée au pouvoir, a déjà pris un certain nombre de décisions symboliques. C'est ainsi que les forces armées ont fusionné en une seule « commission de défense », qui regroupe l'ancienne « milice nationale » et les trois armées déshabillées comme toutes les institutions officielles. L'ancienne « marine de guerre », s'appelle désormais la « force navale de Guinée-Équatoriale », la « police armée » est devenue « police de l'ordre public ». Le C.M.S. a d'autre part annulé la dernière émission d'écus (monnaie locale) et créé une commission d'indemnisation des « victimes de la terreur de Macías ».

A Malabo, qui a retrouvé sa fonction de capitale politique, chacun veut sortir vite du cauchemar. Déjà, des fabriques désaffectées — comme celle de Pepsi-Cola — sont en voie de remise en marche et les commerçants nigériens, chassés naguère, reviennent. L'un d'entre eux, espérant ouvrir sa boutique dans les huit jours, ne doute pas de l'avenir : « Je suis sûr et j'ai vu pour remplir mes rayons, dit-il, et tout recommencera comme avant ».

Est-ce si certain ? Marquant la fin d'un délire et débarrassant l'Afrique de l'un de ses bourreaux, le coup d'État de Guinée-Équatoriale a amené au pouvoir une équipe militaire qui mêle étrangement victimes et complices du président déchu. La peur qu'ils ont tous connue semble, du moins, leur avoir inspiré de saines résolutions.

(1) Conseil militaire suprême.

FIN

05/07/1979

Le Monde

politique

LA MISE EN CAUSE DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT PAR M. MICHEL DEBRÉ

Déjà en 1978, l'ancien premier ministre et neuf autres députés R.P.R. n'avaient pas voté le budget

En rompant par un « appel solitaire » le silence que tous les leaders du R.P.R. se sont imposés depuis le début de l'été, M. Michel Debré a voulu dans sa conférence de presse du mardi 28 août se faire le porte-parole de l'opposition publique qui, à son croire, éprouve incertitude et inquiétude en face « des promesses sécurisantes des uns et des promesses inquiétantes des autres ».

Mais c'est surtout un avertissement à la classe politique et d'abord au gouvernement que l'ancien premier ministre a voulu donner. Très sévère pour la gestion du chef de l'Etat et de M. Barre, qu'il s'est pourtant bien gardé de nommer, il a comparé la situation actuelle à la III^e République française, caractérisée par « le refus des réalités ». Préservant un véritable contre-programme économique et social il a affirmé qu'il fallait « tourner la page » rapidement et sortir du « train-train », car « si l'on ne réagit pas maintenant, cela sera plus dur dans deux ou trois ans ».

La « mobilisation nationale » à laquelle le député de la Réunion convie toutes les énergies doit d'abord se manifester par un comportement différent du gouvernement. Le libéralisme, qu'il qualifie de « laisser-faire », le libre-échange « qui n'est pas une doctrine sacro-sainte », doivent faire place à une volonté nouvelle de l'Etat, qui ne renoncera pas à l'interventionnisme, au protectionnisme et à la planification de façon adaptée à chaque problème ou à chaque secteur mais non systématique comme le serait le dirigisme étatique.

Il propose pour lutter contre la récession, le chômage et l'inflation des recettes fondées sur une relance des investissements productifs, sur une politique des revenus, sur un prélèvement exceptionnel frappant les grosses fortunes, sur une protection renforcée de certaines productions et sur des lois-programmes dans les secteurs sensibles.

Toutefois, M. Debré ne semble guère nourrir l'illusion d'être

entendu par le chef de l'Etat puisqu'il annonce déjà qu'il ne votera pas le budget de 1980 que le Parlement va discuter dans sa prochaine session qui s'ouvrira le 2 octobre.

L'ancien premier ministre n'a pas précisé s'il voterait contre la loi de finances ou s'il s'abstenait, mais sa décision soulève sa désapprobation de façon spectaculaire. Déjà, lors des journées d'études parlementaires du R.P.R. à Biarritz le 26 septembre de l'année dernière, M. Debré avait lancé : « Nous avons le devoir de nous interroger sur les conditions de notre maintien dans la majorité, car nous sommes revenus dans un temps d'angoisse nationale. » Et lors du scrutin du 17 novembre 1978 à l'Assemblée nationale M. Debré, ainsi que neuf de ses collègues R.P.R., n'avaient pas voté le budget. Fera-t-il cette année davantage d'émules dans les rangs du groupe gaulliste ?

Les controverses sur la dissuasion

Les députés R.P.R. n'acceptent pas tous de la suivre dans une critique aussi sévère de la politique du gouvernement, bien qu'ils le soient, dans ce domaine, s'ajoutent leurs inquiétudes relatives à la conception de la défense nationale. Malgré les mises au point de l'Elysée et de MM. Sanguinetti et Buis, le doute est désormais jeté dans l'esprit de nombreux gaullistes quant à la détermination du pouvoir de conserver à la force de dissuasion française son indépendance totale.

Les alarmes de M. Debré et de ses partisans seront combattues par ceux des députés R.P.R. qui privilégient la solidarité majoritaire et la fidélité au président de la République. Ceux-ci auront beau jeu de montrer que si les leaders de l'opposition se querellent entre eux, l'Etat ne leur a pas pour autant refusé ses voix lors du scrutin européen du 10 juin, alors qu'au sein de la

majorité aucune solution de remplacement ne se manifeste. M. Chirac, ébranlé par les résultats de l'élection européenne, conserve en effet le silence, comme les contestataires de son groupe le lui avaient d'ailleurs demandé, et il semble attendre que la conjoncture lui offre une opportunité plus favorable pour se manifester.

Ces débats se développeront lors du comité central du R.P.R. le 23 septembre, à Paris, où doit être discuté un rapport économique et social de M. Méo, conseiller de M. Chirac, et la semaine suivante à Aix-les-Bains, lors des journées d'étude du groupe parlementaire. Les positions des uns et des autres devraient y être mieux affirmées, et la force des tendances respectives mieux perçues.

ANDRÉ PASSERON.

● M. Jean-Pierre Fourcade, président des clubs Perspectives et Réalités, a déclaré, mardi 28 août à TF 1, qu'il gardait sa confiance au gouvernement dirigé par M. Barre. « Ce n'est pas, a-t-il précisé, parce que nous traversons une nouvelle période de difficultés qu'il faut faire comme si la succession du premier ministre était ouverte et qu'il faut, en plus, ajouter une crise politique à toutes les difficultés que nous rencontrons. »

● Les obsèques de Paul Coste-Floret, ancien ministre, ancien député, membre du Conseil constitutionnel, décédé lundi à l'âge de soixante-huit ans, auront lieu le jeudi 30 août, à 11 heures, à la cathédrale Saint-Pierre de Montpellier. A l'issue de la cérémonie religieuse, le Conseil constitutionnel, conduit par son président, M. Roger Frey, lui rendra un dernier hommage. Mme Alice Sami-Selti, ministre des universités, et M. François Delmas, secrétaire d'Etat à l'environnement, ancien maire et ancien député de Montpellier, assisteront à la cérémonie.

Des moyens sans rapport avec les choix

L'ancien fondateur du *Courrier de la Côte* peut se rassurer : il n'a rien perdu de sa « capacité d'indignation ». Des cinquante-sept pages remises par lui mardi à la presse, ce sont celles qui critiquent les louvolements gouvernementaux, les reculs ministériels, les résultats contraires aux ambitions affichées qui sont les meilleures. Polémiste de talent, l'ancien premier ministre retrouve son sens de la formule pour fustiger son successeur et, à travers lui, le président de la République : la majorité issue du « bon choix » populaire a choisi la « mauvaise voie » ; l'heure est venue de « tourner la page », au « renouveau », au « train-train », au « renouveau », au « train-train », au « renouveau ».

Il faut, selon lui, réviser en profondeur toutes les fonctions de l'Etat : santé, éducation, recherche, défense, justice, coopération internationale, services publics. Cet « effort budgétaire », qui n'est pas entreprise actuelle, est pour lui « le premier travail » ; d'où son refus de voter le prochain budget. Mais M. Debré ne dit pas où seraient les coupes principales qu'il opérerait, ni de quel niveau elles seraient.

Incohérences

De même, est-il raisonnable d'affirmer tout à la fois qu'il faut maintenir plusieurs des acquis sociaux des dix dernières années, tout en revenant à une « politique des revenus » d'avant mai 68, qui avait échoué à l'époque par refus du corps social, patronal aussi bien que syndical. Vouloir maîtriser la masse salariale — pour « tenir » les coûts des entreprises — sans avoir obtenu l'accord préalable des partenaires sociaux — difficile à dégarer de toute façon et probablement impossible s'il s'agit d'un blocage strict du pouvoir d'achat — relève un peu du « n'y a qu'à ».

Troisième exemple : se lancer résolument dans le protectionnisme des échanges extérieurs, parce que les partenaires font eux-mêmes de nombreux accords à la règle occidentale du libre-échange, sans imaginer que clients et fournisseurs répliqueront très vite à cet « arrêt de jeu », serait fort irréaliste. Deux années de suite — sur les fibres puis sur les pull-overs, — Paris a mis ses partenaires devant le fait accompli de réduction d'importa-

tions ; la première fois, il a fallu transiger ; la seconde, Paris est menacé de condamnation par les institutions européennes. Il est assurément possible d'obtenir des aménagements aux règles du traité de Rome, mais pas au point de sortir en fait du Marché commun. Ce qui limite très vite les conséquences pratiques d'une stratégie de « contre-agression », visant à empêcher l'Europe d'être une « passoire ».

Citons encore ce qui concerne le financement des entreprises. M. Debré souhaite réduire leurs charges pour rendre les firmes plus dynamiques face à la concurrence internationale. Tel était exactement l'objectif central de M. Barre ; mais si les profits des firmes ont augmenté depuis trois ans, leurs investissements ont stagné. Or le député de la Réunion ne propose rien de précis à cet égard, sauf de prendre le risque de conflits avec les syndicats.

On pourrait allonger la liste des exemples illustrant les incohérences ou les « trous » de la politique proposée. Quelle « nouvelle croissance » suggère M. Debré qui soit mieux adaptée à la nouvelle situation mondiale (matières premières plus chères, arrivée de producteurs industriels du tiers-monde, permanence de l'inflation) ? Quelles compensations sociales ou politiques offre-t-il au monde du travail, en contrepartie des efforts supplémentaires qu'il lui demanderait ? Où passerait la frontière entre la « fortune non productive » qui serait taxée et celle qui ne le serait pas ?

M. Debré peut répondre qu'il en a déjà beaucoup dit en une fois, qu'il n'a pas voulu formuler toutes ses propositions du premier coup, mais seulement tracer les axes d'une « nouvelle voie ». Certes. Mais pour convaincre vraiment du sérieux de ses orientations, il en a sans doute trop dit sur certains chapitres et pas assez sur d'autres. La balance n'était vraiment pas égale mardi, entre le choix et ses moyens.

GILBERT MATHIEU.

M. Alexandre Sanguinetti : le problème de la défense de l'Europe sans toujours d'abord

M. RITERMAN (P.C.F.) : une lourde menace pour la paix

« L'HUMANITÉ » : la coalition du chef de l'Etat ?

JAMAHIRYA ARABE LIBYENNE POPULAIRE SOCIALISTE

PROGRAMME DES FESTIVITÉS D'AL FATEH

Programme des festivités marquant le dixième anniversaire de la glorieuse révolution d'Al Fateh avec la participation de leurs majestés, excellences et altesses, rois, présidents et émirs arabes

AU NOM DE DIEU CLÉMENT ET MISÉRICORDIEUX

Suivez tous la voie de Dieu et ne vous dispersez point. Souvenez-vous de la grâce de Dieu (qui vous a été accordée), car vous étiez ennemis et il a uni vos cœurs, ainsi par sa grâce vous êtes devenus frères. Vous étiez au bord d'un abîme infernal et il vous en a sauvé. Ainsi Dieu vous éclaire d'exemples afin que vous veniez à résipiscence.

Ainsi dit Dieu tout puissant.

L'ARRIVÉE, L'ACCUEIL, LE SÉJOUR ET LE PROGRAMME

Arrivée : au nouvel Aéroport international de Tripoli.

Accueil : populaire et officiel.

Séjour : au Palais du peuple, Palais d'accueil, Palais Assouani, Palais de la ville, la Cité « Al Andalous ».

— Les éléments du programme :

La veille d'Al Fateh.

- Assister à la grande cérémonie militaire organisée à l'occasion de la sortie des promotions des écoles militaires : terrestres, maritimes, aériennes et de défense aérienne.
- Leurs majestés, excellences et altesses, rois, présidents et émirs arabes présenteront à cette occasion les certificats aux premiers de chaque promotion des différentes écoles militaires.
- Ces promotions seront baptisées « l'Unité arabe » en commémoration de la participation de leurs majestés, excellences et altesses, rois, présidents et émirs arabes dans cette cérémonie de promotion.
- Assister au grand dîner officiel donné au Palais du peuple à Tripoli en l'honneur de leurs majestés, excellences et altesses, rois, présidents et émirs arabes en présence des chefs de délégations africaines, asiatiques, européennes et américano-latines et des chefs de missions diplomatiques accréditées en Jamahiriya.
- Cérémonie de décoration de « l'Ordre du Grand Fateh » de leurs majestés, excellences et altesses, rois, présidents et émirs arabes.
- Ce grand ordre en or incrusté
- est émis et attribué pour la première fois en l'honneur de leurs majestés, excellences et altesses, rois, présidents et émirs arabes.
- Cet ordre représente la plus haute décoration en Jamahiriya.
- Assister au grand défilé militaire national qui aura lieu à Benghazi le jour du Fateh et auquel participeront des unités symboliques représentant toutes les armées arabes « sauf celles qui se situent en dehors de l'unité arabe » ainsi que des unités symboliques de l'Armée de Libération de la Palestine, des unités symboliques des armées de certains pays arabes amis et des unités symboliques des fronts de libération africains de la Namibie, du Zimbabwe et de l'Afrique du Sud à côté des unités symboliques des forces arabes libyennes maritimes, terrestres et
- aériennes de frappe et l'avant-garde du peuple armé.
- Après le défilé militaire, repos au bord de la Méditerranée dans la ville de Benghazi et la pose de la première pierre du futur gratte-ciel « L'Unité arabe » à Benghazi.
- Ce gratte-ciel sera édifié et leurs majestés, excellences et altesses, rois, présidents et émirs arabes participeront à la pose de la première pierre de cet édifice qui sera baptisé « L'Unité arabe ».
- La pose de la première pierre de la future mosquée de « La Ouma » (nation) à Tripoli.
- Cette mosquée sera édifiée sur la plus grande place de la Jamahiriya. Elle est conçue pour dix mille personnes. Leurs majestés, excellences et altesses, rois, présidents et émirs arabes
- participeront à la pose de la première pierre.
- Ainsi elle sera baptisée la mosquée de « La Ouma » (nation).
- Assister au grand festival populaire qui sera organisé le soir d'Al Fateh.
- Observations :
- Un programme détaillé qui comporte tous les renseignements et les informations nécessaires sera remis aux services protocolaires de leurs majestés, excellences et altesses, rois, présidents et émirs arabes lors de leur arrivée.
- Les masses du peuple arabe libyen accueilleront leurs majestés, excellences et émirs, rois, présidents pour les saluer, brandissant leurs portraits, vêtus en costume national et en uniformes.

Le Monde

La bande

La bande

M. Alexandre Sanguinetti : le problème de la défense de l'Europe sans toujours d'abord

M. RITERMAN (P.C.F.) : une lourde menace pour la paix

« L'HUMANITÉ » : la coalition du chef de l'Etat ?

APPRÉHENSION DE L'AMÉRIQUE

Le monde de la politique internationale est en ébullition. Les réactions à la conférence de presse de M. Debré sont vives. Les uns y voient une déclaration de guerre à la politique officielle, les autres une simple mise en garde. Mais tous s'accordent à reconnaître que l'ancien premier ministre a osé dire ce qu'il pensait. C'est déjà une première.

Le débat sur la défense de l'Europe est au cœur de la polémique. M. Debré a souligné les incohérences de la politique actuelle, notamment en matière de dépenses militaires. Il a appelé à une « nouvelle croissance » et à une « nouvelle voie » pour l'Europe. Ces propos ont été interprétés comme une critique de la politique de M. Barre et de M. Sanguinetti.

Le P.C.F. a réagi avec sévérité, accusant M. Debré de trahison et de lâcheté. Ils ont appelé à une « coalition du chef de l'Etat » pour faire face à la « lourde menace » que représente la politique de M. Debré.

Se montrant plutôt sceptiques devant les résultats de l'enquête publiée récemment par la *Vie* sur la désaffection pour l'Eglise chez les femmes qui souhaitent accéder

Dans le même ordre d'idées, Mgr Marty a nié qu'il y ait un rapport quelconque entre les prétendues difficultés dans l'épiscopat français et la vacance du siège épiscopal d'Orléans.

Paris, comme aussi pour avoir tenté de mettre l'épiscopat néerlandais au pas, — ne peut pas être interprétée comme un choix « innocent ». — A. W.]

1^{er} septembre, à 10 heures, place de Varsovie, à Paris, à l'occasion du quarantième anniversaire de l'invasion de la Pologne par les troupes hitlériennes.

Les Français, conscients à la fois du retard pris dans leur réarmement et de la supériorité potentielle que possédait le bloc franco-britannique, s'étaient préparés à une guerre longue : dans une pre-

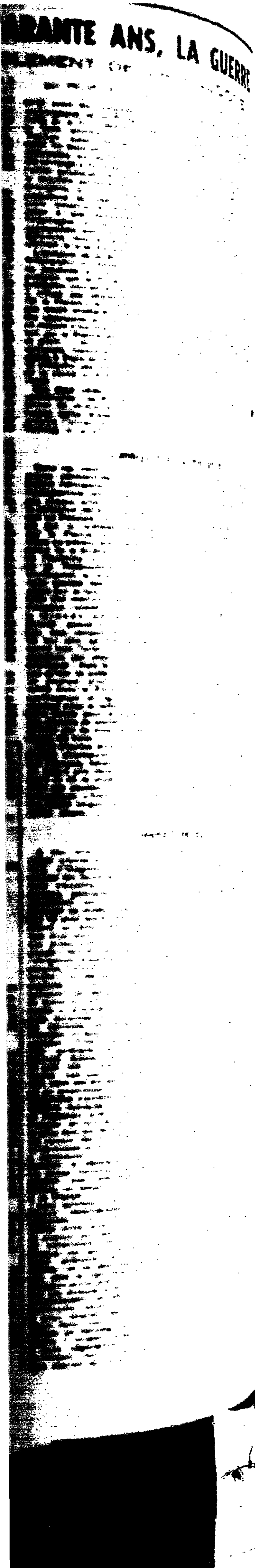
territories, mais avec l'U.R.S.S. nous perdrons notre âme. » Ils étaient convaincus que si l'armée rouge entrait en Pologne elle n'en sortirait plus et, sur ce point, la suite des événements ne devait

...the ...
...the ...
...the ...
...the ...
...the ...

landis que le directeur du Hill Tillery, certain attentat, jure de Coups-Déjà, que l'opinion américaine sera portée à la solution de

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
CHICAGO, ILLINOIS 60637

[illegible][illegible]



SPORTS

CARNET

FOOTBALL

LES VISITEURS DU PARC DES PRINCES

Brest : trois ans pour devenir un vrai club de première division

On est modeste à Brest. L'objectif de la saison est, au mieux, de se maintenir en première division. Rien de plus. « On vise la 17^e place », dit simplement Alain de Marigny, le seul entraîneur-joueur opérant en première division. Modeste ? A juste titre, semble-t-il, au vu des six premières rencontres du championnat, même si le Stade n'est nul (0-0), mardi 28 août, au Parc des Princes contre Paris-Saint-Germain. Car si l'équipe bretonne a marqué son premier point à l'extérieur, elle occupe toujours la 20^e et dernière place du classement. Pour l'heure, son bilan est vite établi : cinq défaites, dont deux à domicile, contre Nantes, Monaco, Sochaux, Laval et Marseille. Et un match nul. Fort heureusement, Laval et Lyon ont presque aussi mal commencé leur saison, de sorte que, après tout, pourquoi ne pas croire que le maintien en première division est dans le domaine des choses possibles ?

Le plus important, pour les Bretons, c'est que le public breton continue de les soutenir comme par le passé. De toute évidence, ce « bon public » a bien compris que son club s'était lancé avec courage dans la grande aventure de la pre-

mière division, et il ne lui fait, pour l'instant, aucun grief des médiocres résultats enregistrés au cours de l'été. A Brest, au stade de l'Armoricain, où l'on peut se serrer comme des sardines à 18 000 francs, on a vu le match contre Sochaux, 19 000 contre Monaco, et la capacité sera, à coup sûr, trop faible pour la prochaine venue de Saint-Etienne. La fidélité et l'engouement, constatés aux beaux jours de l'ascension vers la première division — vingt-cinq matches gagnés sur trente-quatre en 1978 — ne se sont toujours pas démentis aujourd'hui.

Le courant ne passe pas

Le Stade brestois se donne trois ans pour devenir un vrai club de première division. Trois ans avant de prétendre qu'il ne soit d'ambitions parmi l'élite du football français. C'est sans doute le délai nécessaire pour que Brest, progressivement et sans brûler les étapes, se dote des structures indispensables à la poursuite de son projet. En 1979 pour les clubs de premier plan. Au moins ne se fait-on aucune illusion sur les difficultés de l'entreprise et sur le temps qu'il faudra pour la mener à bien.

En tout cas, le Stade brestois

n'a pas les yeux plus gros que le ventre. Sagesse et rigueur, telle pourrait être sa devise. Le recrutement n'a porté que sur un joueur par ligne, quatre en tout, avec une seule vedette, le Breton Raymond Kézoué, qui souhaitait revenir au pays. Pas de danger que Brest aille au-devant des embarras financiers qu'on connaît d'autres clubs à cause d'une politique de prestige.

C'est que le Stade ne peut guère compter sur la générosité de la municipalité. Il y a là-dessous à ne pas douter, quelques querelles politiques pour expliquer le peu d'empressement des élus locaux à soutenir plus efficacement une équipe qui a pourtant redonné à la Bretagne le goût du football. Tout juste, la ville lui a-t-elle accordé le bénéfice de la détaxe, soit, en tout et pour tout, une « subvention » déguisée, qui pourrait atteindre 400 000 F si l'affluence actuelle se maintenait. Pourquoi une querelle politique ? Parce que la nouvelle municipalité est socialiste, et que les dirigeants du club ne le sont sans doute pas. Et que le courant, comme le dit Alain de Marigny, « n'a pas passé entre le Stade et la mairie ». Pas encore, du moins.

FRANÇOIS JANIN.

TENNIS

Where is Flushing-Meadow ?

New-York. — « Flushing-Meadow Park, please ? » Ne demandez surtout pas ainsi le chemin de l'open des Etats-Unis. Les chauffeurs des taxis new-yorkais, hélas au hasard de Manhattan, vous retourneraient invariablement un regard éberlué. « Where is it ? » (où ?). Le National Tennis Center, appellation officielle de l'arène où se joue l'open des Etats-Unis, ils ne connaissent pas davantage. En revanche, Shea Stadium, alors, là, pas d'hésitation, ils foncent, par les voies rapides, étrangement défoncées, c'est le temple du base-ball, heureusement situé à deux pas des courts de Flushing-Meadow.

Ce qui frappe le plus à Flushing-Meadow, c'est le caractère New-York de ce moment, c'est Donald sur Hudson, avec la mousson en prime. C'est le bruit, ensuite, qui assourdit. Toutes les cinq minutes des jets atterrissent ou décollent de l'aéroport de La Guardia, tandis que des trains de marchandises brimbalent à grand fracas à 10 mètres des courts secondaires. Comment les joueurs peuvent-ils se concentrer dans ces conditions ? Dire que Roland-Garros ou à vu certains protester contre le défilé des appareils photographiques et qu'à Wimbledon on entend voler les mouches.

Enfin, il y a ce stade qui est

De notre envoyé spécial

un défi à l'esthétique. Dans cet défilé et de potterelles, on n'a rien de plus petit que pour un brin d'herbe, une foule aux accoutrements hâriés circule sans cesse en l'attente des tonnes de hot dogs et de popcorn arrosées de coca-cola, sans trop se soucier des échanges.

Ici, le respect des traditions tennisistiques n'a pas une once de signification. Un magazine spécialisé américain a comparé les internationaux de France à une aimable partie de campagne, tandis que le directeur du journal, Bill Talbot, ancien champion des joueurs de Coupe Davis, a assuré que l'open américain serait cette année « le meilleur test de la suprématie dans le monde du tennis ». Selon Bill Talbot, la surface synthétique des courts ne devrait permettre qu'à un joueur complet de s'imposer. Il n'est pas allé jusqu'à dire que les champions de Roland-Garros ou de Wimbledon étaient des « rigolos » mais il n'aurait pas fallu trop le pousser. Parce que, au pays de super-écoles sportives, comment pourrait-il se faire que le vainqueur de l'open des Etats-Unis ne soit pas le plus grand du tennis ?

D'ailleurs les organisateurs ont bien tout fait pour cela : la dotation du tournoi atteint le chiffre record de 580 000 dollars, moitié pour les hommes, moitié pour les femmes, et les tribunes ont été

agrandies afin de battre le record du nombre de spectateurs établi en juillet dernier à Wimbledon avec 384 000 entrées payantes en deux semaines.

ALAIN GIRAUDO.

LES RÉSULTATS

Football

Saint-Etienne bat Sochaux... 2-1
Nantes bat Bordeaux... 3-0
Monaco bat Lens... 3-0
Strasbourg bat Lille... 3-2
Lyon bat Evry... 3-2
Angers bat Marseille... 3-1
Paris-Saint-Germain et Brest... 0-0
Valenciennes et Metz... 2-2
Nancy bat Laval... 2-0
Nice bat Bastia... 2-1

Classement : 1. Saint-Etienne, 11 pts ; 2. Nantes et Monaco, 10 ; 3. Strasbourg et Rheims, 9 ; 4. Angers, 8 ; 5. Lille et Paris-Saint-Germain, 7 ; 6. Sochaux, Nancy, Metz et Valenciennes, 6 ; 7. Nice, 5 ; 8. Bordeaux, Saint-Etienne, 4 ; 9. Lens, 3 ; 10. Laval et Lyon, 2 ; 11. Brest, 1 pt.

Tennis

Résultats : Curren (Afr. du S.) bat Panatta (It.), 6-3, 7-5, 7-6 ; Pecci (Arg.) bat Borg (Etats-Unis), 6-3, 6-4, 6-3, 6-4 ; Gerulaitis (E.-U.) bat Edmonson (Australie), 6-3, 6-2, 7-5 ; Borg (Etats-Unis) bat Mitchell (E.-U.), 6-1, 6-1, 6-2 ; Vilas (Arg.) bat Panatta (N.-E.), 6-1, 6-2, 7-6 ; Connors (E.-U.) bat Amritraj (Inde), 6-3, 6-4, 6-4 ; Rilla (Chili) bat Bedel (Fr.), 6-4, 6-1, 7-6 ; Noah (Fr.) bat Cramer, 6-3, 6-2, 6-1 ; Borg (Etats-Unis) bat Morerton (Fr.), 5-7, 6-2, 6-4, 6-2 ; assemblage sans imagination, fait

LETTRES

Mort de l'écrivain soviétique Constantin Simonov

L'écrivain soviétique Constantin Simonov est mort, mardi 28 août à Moscou, à l'âge de soixante-quatre ans, annonce l'agence Tass.

Romancier fécond, Simonov était connu surtout par son roman de guerre les Vivants et les Morts, véritable épopée. Constantin Simonov, né en 1915 à Pétrograd (devenue depuis Leningrad), ne commença une véritable carrière littéraire que pendant la guerre, alors que, de 1941 à 1945, il fut le correspondant sur le front de Krasnaya Zvezda, l'organe de l'armée.

Toute l'Union soviétique se réjouit alors le poème que le jeune correspondant de guerre composa sur le front : « Attends-moi et je reviendrai, attends-moi comme on attend la pluie par une torride journée d'été... » Son style classique et romantique, s'opposant un peu à la langue de bois de rigueur, ravivait les foules qui l'arrachaient le recueil des poèmes édités en 1944 : Avec toi et sans toi. De 1954 à 1957, il fut rédacteur en chef de la revue littéraire

Novy Mir : il en fut limogé pour avoir autorisé des œuvres dantesques ou prématurées, telle l'homme ne vit pas seulement de pain, de Doudintsev. Il signa, avec Ch. Spassky et Elia Triollet, le scénario du film Normandie-Niemen et décrivit l'impasse allemande déçue dans une trilogie d'un grand souffle : les Vivants et les Morts. Personne ne nait soldat et le Dernier Été (Juliard, quatre volumes en trois tomes, de 1961 à 1965), qui lui valut le prix Lénine en 1974.

Les lecteurs français connaissent aussi de son œuvre abondante Souvenirs en Révolutions (éditions Progrès, 1975) et Vingt Jours sans guerre (Juliard, 1975). Son autorité d'écrivain allait de pair avec le rôle officiel qu'il joua dans son pays. Il fut chargé souvent de missions de propagande à l'étranger, notamment en faveur de la paix. Et lorsque Soljénitsyne contesta à Choukhov la paternité du Dne paisible, ce fut Simonov qui, dans une interview au magazine ouest-allemand Der Spiegel, prit la défense de Choukhov et lassa Soljénitsyne de folie.

Noissances

— Jocelyne SALVARE, Maurice TOUGARD et Renaud, ont la joie d'annoncer la naissance de
Eva,
Montpellier, le 28 août 1979.

— Anne et Christian FAUCOURT-GOIGNON ont la joie d'annoncer la naissance de
Agathe,
le 16 août 1979.
Saint-Etienne - La Fourvière.

Décès

— Nous apprenons le décès de
André BURLOT,
ancien député
du Lot-et-Garonne,
survenu le 25 août 1979.

(Né le 4 août 1897 à Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), André Burlot, ingénieur, ancien élève de l'École polytechnique, a été président-directeur général (1945-1979) des compagnies d'assurances du groupe La Paternelle, président (1945-1967) des compagnies du groupe de Paris La Paternelle. Il a été également administrateur de la Caisse d'Allocations Familiales, de la Compagnie générale de construction téléphonique, de Sogacat, du Crédit foncier et immobilier, de Schaeffer, de la Compagnie de transports en Afrique, de l'Association des charbonnages du Tonkin et du Ciment français.

Membre de la deuxième Assemblée constituante (1946), il a été député (M.R.P.) du Lot-et-Garonne dans la première Assemblée nationale (1946-1958). Réélu le 17 juin 1957, il a notamment occupé les fonctions de rapporteur du budget de la France d'outre-mer. Entré aux élections de janvier 1958, il a été élu le 30 novembre 1958 dans la première circonscription du Lot-et-Garonne. Il a été membre du comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer.]

RENÉ PLAS

Nous apprenons la mort de
M. René PLAS,
président
de la Banque franco-gabonaise,
cofondateur du M.R.G.,
décédé dans sa soixante-dix-septième année.

(M. René Plas, né le 6 novembre 1902 à Tulle, avait été, en 1945, sous-directeur du Comité français de libération nationale. Contrôleur général des services français d'occupation en Allemagne et en Autriche (1947-1953), il fut aussi, de 1948 à 1952, député au cabinet de M. Henri Frenay. Il fut directeur technique puis dirigea, en 1953, le cabinet du secrétaire d'Etat chargé des Etats associés, M. Marc Jacquet.

En 1955-1956, M. René Plas est directeur du cabinet du président de l'Assemblée nationale, M. Pierre Schreiner. Président de la Banque franco-gabonaise depuis 1975, M. René Plas, parallèlement à cette activité, a mené une action politique et a été l'un des fondateurs du Mouvement des radicaux de gauche. Jusqu'en 1976, il avait dirigé au bureau national de ce mouvement.)

— Paris. Mélanie, épouse Bouchariat, Daniel Bouchariat, Sandra, Pierre et Yvonne et Catherine Bouchariat, Marc, Anne, Emmanuelle et Céline, Jean et Yoshimi Bouchariat, André et Marie-Jeanne Montant, Bénédicte et Philippe, Jean et Yvonne Avot, Caroline, Patricia, Marion et Lionel, Jean-Pierre et Anne-Marie Magnin, Dominique et Françoise Lejeune, Sylvain et Juliette, ses enfants et petits-enfants, ses sœurs, son beau-frère et ses belles-sœurs, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de
Hortense BOUCHARIAT,
née Brunet,
survenu à Paris, le 25 août 1979, à l'âge de soixante-trois ans. Elle est morte dans la sérénité de sa foi. Les obsèques ont eu lieu à Billancourt, dans l'intimité familiale.

— M. et Mme Ruben Bertoni, Mlle Monique Cassin, M. Alain Cassin, M. Jean-Claude Leroy, M. Jean-Claude Leroy, ont la douleur de faire part de la mort de leur regrettée et bien-aimée mère et grand-mère,
Mme Lucie CASSIN,
née Picard,
décédée pieusement à Sao-Paulo (Brésil), dans sa quatre-vingt-septième année.

21, rue Montgolfier, 93500 Pantin.
15, rue Jean-Baptiste-Clement, 93000 Bobigny.
Largo du Arrouche, 418 Sao-Paulo (Brésil).

— M. et Mme Jean-Marie Coste-Floret et leur fille Véronique, M. et Mme Alfred Coste-Floret, M. et Mme Robert Furet et leurs enfants, Mlle Christine-Marie Coste-Floret, Les familles Balthaz, Galaville, Desbordes, Bonafant, Tourrette, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul COSTE-FLORET,
ancien ministre,
membre du Conseil constitutionnel, président de l'université de Montpellier-I, conseiller général de l'Hérault, maire de Lamalou-les-Bains, officier de la Légion d'honneur, grand-croix de la Légion d'honneur, grand-croix de l'Ordre souverain de Malte.

survenu le lundi 27 août 1979, à Montpellier, après des souffrances de l'âge.
La messe de funérailles aura lieu le mardi 30 août 1979, en la cathédrale Saint-Pierre de Montpellier, à 10 h. 45.
18, rue du Cardinal-des-Cabrières, 3, rue Gagan, 75014 Paris.

Mme Georges Fleury, M. et Mme Arnaud Tardieu et leurs enfants, M. et Mme Jos-Charles Fleury et leurs enfants, Le Séverin-Père Xavier Fleury s.j., M. et Mme Jean-Paul Fleury et leurs enfants, l'ont la douleur de faire part du décès survenu le 12 août 1979, à Avian (Haute-Savoie), de l'ingénieur général Georges FLEURY, commandeur de la Légion d'honneur, grand officier de l'Ordre national du Mérite, endormi dans la nuit du Seigneur, à l'âge de soixante-dix ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale en l'église de Neuveville, le 16 août 1979, suivie de l'inhumation au cimetière d'Evian.
87, boulevard Maleherbes, 75008 Paris.

(Né le 4 septembre 1897 à Luprin (Haute-Savoie), l'ingénieur général Fleury avait fait ses études au collège de Thoiry, puis au lycée Saint-Louis et à la faculté des sciences de Paris. Sorti de l'École polytechnique, il a été ingénieur des poudres, licencié ès sciences, il avait assumé la direction des Poudres de l'Etat, puis la direction de la chimie pour les IV^e et V^e Plans ainsi que l'Institut national pour la recherche chimique appliquée, l'Association technique de l'énergie nucléaire et la Société française d'astronautique. Il avait poursuivi une carrière industrielle très diversifiée qui l'avait conduit à présider la Société d'ingénierie Butyl, la Société européenne de propulsion, ainsi qu'à être administrateur de la Société d'ingénierie de Mulhouse-Dornach. Il avait enfin pendant plusieurs années présidé la Société de l'Industrie et la Société des anciens polytechniciens, sociétés dont il était président d'honneur. Membre de l'Académie internationale d'astronautique, l'ingénieur général Fleury avait reçu le prix Marthony et la médaille Berthelot de l'Académie des sciences.)

— Mlle Hélène Hily a la douleur de faire part, à l'âge de soixante-seize ans, du décès de son père

Maurice HILY, agrégé de l'Université, professeur honoraire, ancien président de la Ligue des droits de l'homme de Chambéry, ancien président du Secours populaire français (section de Chambéry). Les obsèques ont eu lieu à Toulouse, le 27 août 1979.

Mlle Hélène Hily, 8, rue Pierre-Louis, 75018 Paris.

— Mme Alain de Margerie, née Simone Harel, M. et Mme Pierre de Margerie et leurs enfants, Mme Yvonne de Margerie (sœur aînée), Le marquis et la marquise de Vassal-Monteviel, ont la douleur de faire part du décès de
M. Alain de MARGERIE, croix de guerre 1914-1918, survenu à Paris, après des souffrances de l'âge, le 25 août 1979.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, le 10 août 1979, en l'église de la Trinité, à Paris, 8, rue Pierre - Harel, 75009 Paris.

— M. et Mme François Monégilla, Le docteur Bruno Monégilla, Parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de
Vincent MONÉGILLA (C.R.), commandeur de la Légion d'honneur, survenu le 1^{er} août 1979.

(Né le 20 octobre 1905 à Nice, saint-cyrien, Vincent Monégilla combattit en Italie et en Provence avec le 8^e régiment de tirailleurs tunisiens en 1944. Il fut chef d'état-major du commandant supérieur des troupes françaises en Autriche, puis dirigea en Indochine la cours de formation tactique des officiers vietnamiens en 1953. Affecté à l'état-major de l'armée de terre, adjoint ensuite au commandant de la division d'infanterie mécanisée, il fut en 1960 le commandement de la 1^{re} brigade méca-

née en Allemagne. En mai 1962, à Stuttgart, pour n'avoir pas rendu compte d'une rencontre imprévue avec Antoine Argoud, alors commandant de l'O.A.S., il fut mis en disponibilité, il fut ensuite versé, sur demande, dans la 2^e section (réserve).]

— Auffargis, Canada.
Mme Jean Weil, M. et Mme Bernard Weil, M. et Mme Jean-Michel Breaux et Christophe, M. et Mme Roger Weil et leurs fils, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean WEIL, ingénieur civil de l'aéronautique, colonel de réserve de l'armée de l'air, chevalier de la Légion d'honneur, officier du Mérite national, médaille des Evadés, leur époux, père, grand-père, frère, beau-frère et oncle, survenu à Paris, le 26 août 1979, à l'âge de soixante-neuf ans. Les obsèques civiles auront lieu le jeudi 30 août 1979, à 11 h. 15, au cimetière de Suresne, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.
M. et Mme Saint-Robert, 75010 Auffargis.

— Amiens.
Mme Marie-France Niel, Mme Tatiana Pomart, M. et Mme Lemaire, ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel NIEL, et en particulier les cadres et la jeunesse de la société Optalux ainsi que toutes celles qui leur ont témoigné des marques de sympathie.

Centre hippique de Thimacourt, 95270 Luzarches.

Communications diverses

— Une soirée dansante est organisée le 1^{er} septembre, à l'initiative de M. Bernard Carrière, à Poly (Haute-Savoie), au bénéfice des réfugiés du Sud-Sud asiatiques. Le conseil municipal de cette commune a d'autre part décidé d'accueillir une famille de réfugiés.

— L'Amicale Charles-Péguy célébrera le soixante-cinquième anniversaire de la mort de Péguy, à Villiers (Seine-et-Marne), le dimanche 9 septembre. La messe sera dite par le Père Paul Wadmonet, à 9 h. 30, en l'église de Villiers, à 10 h. 30. Evocation de Péguy et de ses soldats au Puits de Fulgence, à 11 h. 30 ; Participation à l'inauguration officielle de la Grande-Tombe de Villiers-Neufmontiers. Pour tout renseignements, écrire au président de l'Amicale Charles-Péguy, 5, rue Monticelli, 75014 Paris.

Visites, conférences

JEUDI 30 AOUT

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES. 12 h., devant Saint-Stienne-du-Mont, Mme ALIAS : « Saint-Stienne-du-Mont et le Panthéon ». 15 h., place du Puits-de-Fulgence, Mme Hulot : « La messe ». 15 h., Cour carrée, pavillon de l'Ecologie, Palais du Louvre, Mme Saint-Germain : « Appartements royaux du Louvre ». 15 h., 23, avenue George-V, Mme Zujovici : « De la cathédrale américaine à Saint-Pierre-de-Challot ». 15 h., 23, avenue George-V, Mme Zujovici : « De la cathédrale américaine à Saint-Pierre-de-Challot ». 15 h., 23, avenue George-V, Mme Zujovici : « De la cathédrale américaine à Saint-Pierre-de-Challot ».

15 h., 2, rue de Bévilard : « Le Marais » (M. Tournier).

SCHWEPPES Lemon ou « Indian Tonic ».

Entre les deux mon cœur balance.



Le Monde

DES ARTS
ET DES SPECTACLES

PHOTO

La photo est en inflation : le nombre des galeries à Paris et en province s'est multiplié cette année, alors qu'en France la pratique du collectionneur, de l'achat de tirages numérotés n'est pas encore acquise, comme aux États-Unis. La plupart des firmes industrielles — Kodak, Canon, Nikon, Polaroid — ou des grands magasins de matériel photographique, comme la FNAC, ouvrent des lieux d'exposition souvent mal adaptés, exigus, étagés entre les vitrines de vente, en privilégiant une photo proche de l'amateurisme, comme pour renvoyer au consommateur un reflet amélioré de sa propre pratique : « Vous n'êtes pas loin de cette qualité, faites encore un peu d'effort, achetez un nouvel objectif, de nouveaux filtres, la nouvelle pellicule miracle XYZ, et un vous exposerez. »

Façon également de se dédommager — à l'instar d'une réduction d'impôts accordée à un milliardaire pour ses bonnes œuvres — du bénéfice en lui donnant la bonne conscience, les lettres de noblesse de l'art. Hormis quel-

ques tentatives non désintéressées, mais vraiment « amoureuses » (on peut citer à Paris la galerie Agathe Gaillard, la galerie Delpire, la remise du Parc, Zabricki), cette agitation faite autour de la photographie pour la hisser au niveau d'art serait un gonflement nécessaire par le développement économique. On crée chez l'acheteur une prétention d'artiste, alors que la photographie est un vrai phénomène populaire.

Dans plusieurs villes de France, la photo s'est inscrite au programme de l'université, et la décentralisation à Lyon de la Fondation nationale de la photographie a définitivement implanté la photographie en province après les efforts conjugués de la galerie municipale du Château d'Eau à Toulouse, du musée Nicéphore-Népce à Marseille, du musée Nicéphore-Népce à Chalon-sur-Saône. Insidieusement, pourrait-on dire, la photo s'est glissée dans les arts « traditionnels » : après l'hyperréalisme, David Hockney a retranscrit en peinture ses photographies, Francis Bacon s'est servi de photographies pour ses autoportraits.

Dans l'autre sens, la photo a accaparé la peinture : Duane Michals barbouille maintenant ses photographies. On pourrait aussi dire qu'on assiste à une infiltration de la photo dans le texte : avec sa minutie descriptive, cette façon de mettre le quotidien en écriture au fur et à mesure qu'on le vit, Peter Handke, par exemple, fait une écriture photographique. La photo a cependant du mal à se défaire de l'hégémonie des mots, et l'édition photographique s'en trouve bloquée, les photographes ne pouvant pas publier leur travail sans être « soutenus » par la plume d'une « locomotive », d'un préfacier-vedette.

La photographie, parce qu'elle est immédiate, facile, incontestable, aura peut-être un jour totalement remplacé la peinture et l'écriture, comme les pilules colorées des films intermédiaires se sont substituées aux nourritures quantitatives, odorantes et diversifiées. Le danger est que cet aplat inodore, justement,

et univoque, soit seul à rendre compte de la réalité, que la technique se substitue au sentiment. Pour le créateur, la photographie est une tentation dangereuse : s'il brandit l'appareil photo entre lui et la réalité, toute sa sensation et sa possibilité d'extension est ravivée, volée, « inutilisée » par cette transcription mécanique de la vue. Et l'acte photographique peut devenir très vite une sorte de folie, d'aveuglement, de tic, d'annulation de l'existence : car à chaque seconde, sur chaque mètre carré de tous les points du globe, il se forme une situation photographique qui se transforme en petit désespoir si on ne la possède pas. Tous les visages, tous les arbres, tous les murs, tous les mouvements, ont un intérêt et une beauté photographiques : et chaque parcelle de la Terre sera doublée d'un petit objectif qui mûrira, seconde après seconde, tous les pores de l'homme seront munis de loupes, de lentilles et de grands angles, si l'on mène un jour la passion photographique à son terme.

HERVÉ GUIBERT.

On se plaint souvent, dans le milieu photographique, du peu d'espace que le Centre Georges-Pompidou attribue à la photographie : cette minuscule mezzanine suspendue à l'entrée du Musée d'Art Moderne, au troisième étage, ces « ateliers-photos » qui, depuis un an, sous l'initiative de Pierre de Fenoël, ont accueilli le travail de jeunes photographes français, pour la plupart impressionnés par la photographie conceptuelle américaine (Bernard Descamps, Bruno, Maryvonne Gilotte...). Depuis la grande rétrospective Kertész, montée par Pierre de Fenoël en 1977, il n'y a guère eu à Beaubourg d'exposition photographique importante, si ce n'est l'exposition des frères Alinari, accrochée, sans tirages originaux, dans la bibliothèque publique d'information, les rétrospectives Renger-Patzsch, et, en ce moment même, Berenice Abbott. Mais on attend, dès la rentrée, deux rétrospectives simultanées : Raulo Hannula et Pierre Molinier, et on annonce pour la saison prochaine, le photographe polonais Wols et, en 80, une rétrospective William Klein, avec ses films, ses peintures et ses photos.

Responsable, depuis près de deux ans, de la photographie au Centre Georges-Pompidou, Pierre de Fenoël avait organisé pour le Festival d'Automne l'exposition des photographes américains Duane Michals et Lea Krims, puis l'exposition sur le photojournalisme. Michel Guy l'avait nommé directeur de la Fondation nationale de la photographie, qu'il abandonna lorsqu'un nou-

veau ministre décida de la repousser à Lyon. Pour Pierre de Fenoël, après ces deux ans d'activité à Beaubourg, c'est le temps des bilans un peu amers : il regrette l'inertie bureaucratique ; il ne peut plus voir, sans doute, ces photos de reportage français façon Viva ou Gamma ; il prend conscience des limites de ces petites expositions, souvent répétitives, des « ateliers-photos » : « Plus que des photographes, dit-il, j'ai voulu privilégier une démarche qui n'a aucun moyen de diffusion, ni médias ni édition. Mais le public de ces expositions est très restreint, et par conséquent, ne serait-ce que géographiquement, l'exposition, pour la photographie, est un principe

Parcours musical

culturel hérité d'une tradition picturale. Le côté moderne et fabuleux de la photographie se tient dans la reproduction à des milliers d'exemplaires, alors qu'on assiste au contraire à un blocage de sa diffusion, à travers le système des expositions et de la vente des tirages numérotés. Avec une exposition, on prend connaissance, mais on n'est jamais dans une position idéale pour contempler, et on ne peut pas recevoir une photo six mois, ou deux ans après. C'est un principe éphémère : on ne retient pas l'impression et de donner à voir dans de bonnes conditions, c'est pour ces raisons que je pense que la photographie doit passer par le livre, que l'édition

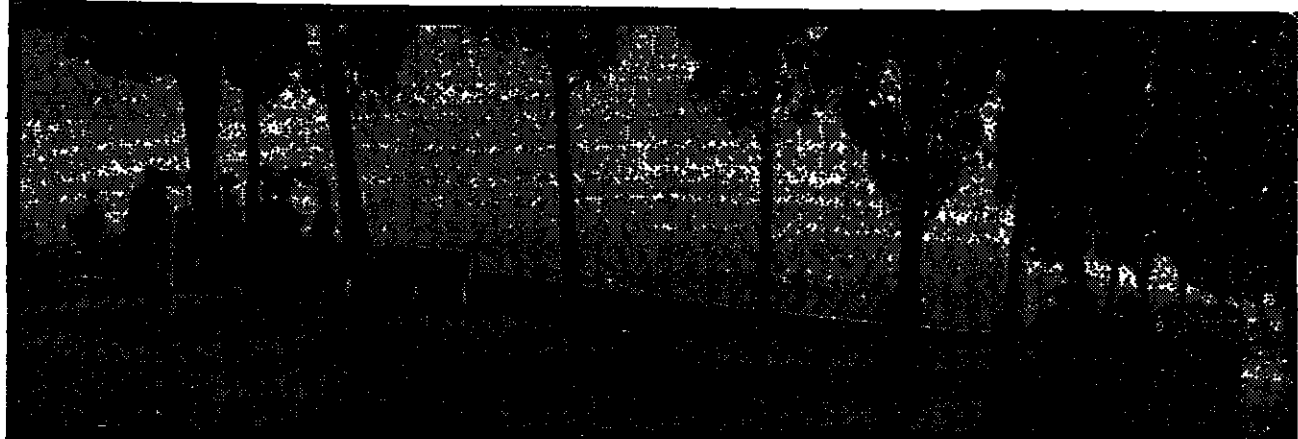
doit être aussi importante, en nombre, que les expositions. » Ainsi Pierre de Fenoël a-t-il réussi à convaincre les responsables du Centre Georges-Pompidou de la nécessité d'une politique d'édition photographique, et, après avoir attendu un an, dans l'ombre, avec une équipe restreinte, un maquetiste, un écrivain, le premier album d'une série qui devrait paraître tous les ans, en septembre. C'est un gros pari, puisque les frais engagés sont importants : 400 000 F, alors que l'exposition Kertész, par exemple, avait coûté 120 000 F. Mais ce livre promet d'être magistral : deux cents trente-six pages avec deux cents planches de photos imprimées en héli-

gravure, sur du papier de 170 grammes. Et, tiré à dix mille exemplaires, en édition bilingue français-anglais, et vendu 135 F, il a chance de toucher le grand public. « J'ai voulu, dit Pierre de Fenoël, que ce livre soit un tout, un bel objet d'usage, et non une enveloppe, en écartant la préciosité des portfolios. L'album idéal, pour moi, est une bande d'images dans lesquelles on peut feuilleter, selon son envie, sans but ni conséquence. Le fil conducteur est très arbitraire : j'ai voulu montrer une certaine évolution du regard, de 1800 jusqu'à maintenant, non pas à travers l'histoire de la photographie, mais dans un parcours plus musical. J'aboutis à une ligne directrice

visuelle qui n'est pas dirigée : elle n'est pas axée sur une école ou sur un style, elle donne sensiblement à contempler. C'est une espèce de voyage personnel à travers une connaissance subjective de la photographie. »

Pierre de Fenoël a soigneusement respecté la chronologie des dossiers : de Victor Regnault à Kertész Tahara, quinze photographes, pour la plupart oubliés ou inconnus, sont présentés ; le pictorialiste Puyo et ses essais panoramiques ; l'ingénieur Félix Teynard et sa découverte de l'Egypte en 1852 ; Blanc et Demilly, photographes lyonnais des années 20 ; les Allemands Hajek-Hanke et Umbo ; Willy Ronis, pour la France ; Richard Kalvar, de Magnum ; l'Anglais Victor Burgin et ses photos manuscrites ; l'abstrait Johny Figoni et ses gros plans de chiens... Tous les styles de photos sont représentés, à travers des exemples méconnus. Un texte d'introduction, écrit par Christian Caujolle, critique photo à Libération, ouvre chaque dossier : « Il fallait, dit Fenoël, un minimum de texte pour éclairer l'œuvre de chaque photographe, mais il y a également un portrait, sur le plan du texte, plus subjectif qu'historique. Cet album devrait aussi être une façon de conserver, parfaitement imprimées, des traces d'un certain patrimoine photo. » Pierre de Fenoël voudrait consacrer un deuxième album de cette série à la photographie anonyme, à travers une collection particulière ; si le premier numéro est bien accueilli.

Puyo. « Voyage en Italie, 1850 ».



Ébats sans débats

Au mois de décembre, et pendant près d'un mois, le Palais des congrès va accueillir la plus grande manifestation photographique jamais vue en France, une sorte de copie amoindrie du Festival de Venise. Plusieurs expositions passeront, presque directement, de Venise à Paris : la merveilleuse exposition sur la photo de danse, la collection Sam Wagstaff, Robert Frank, Eugène Smith... Pour des problèmes de transport et d'assurance, il n'est pas sûr qu'on puisse voir la rétrospective Lewis Hine, et on ne verra pas l'exposition Cartier-Bresson, puisqu'elle sera montrée dès novembre dans la Galerie de la rue de l'Abbaye, mais plusieurs expositions originales seront créées à l'occasion : une rétrospective Marey ; les derniers travaux de Josef Koudelka sur les carnivals et les fêtes populaires ; une exposition sur ce que Delpire appelle la « photo appliquée », c'est-à-dire la photo de mode et de publicité ; et une exposition de Mario Giacomelli, qui a photographié, très étrangement, des rondes de curés dans la neige et des veillées funéraires paysannes dans le sud de l'Italie. L'exposition du photographe de mode hongrois Munkacsy, qui a beaucoup influencé Avedon, viendra également de l'International Center of Photography de New-York.

André Jammes dévoilera les trésors de sa collection privée, et racontera son expérience de col-

lectionneur dans l'un des quatre montages audiovisuels qui seront projetés parallèlement aux expositions. Dans la salle bleue, qui contiendra sept cents places, on pourra assister, chaque mercredi, de 19 heures à minuit, à un festival de films sur la photographie : on reverra bien sûr le *Flagrant Délit*, de Delpire sur Cartier-Bresson, mais seront aussi projetés des films conçus par des photographes, des génériques faits avec des photographes (*Days of Heaven*, qui utilise beaucoup de photos d'enfants de Lewis Hine), des films dont la photographie est le moteur. Delpire veut éviter, sagement, les débats avec le public, mais invitera des gens comme Alain Resnais ou Julio Cortázar à parler de leur passion pour l'image.

On étudiera les rapports de l'image fixe à l'image en mouvement avec un certain nombre de films réalisés au bano-titre. Patronnée par le ministère de la culture, cette manifestation, qui devrait coûter 1 million de francs, sera en fait financée par le secteur privé : « Sans tomber dans la faire commerciale, dit Delpire, nous attirons à des sociétés comme Kodak, Polaroid ou Fuji, le juste retour de leurs investissements. Des stands prévus dans le grand foyer seront loués à ces firmes, à des galeries qui pourront montrer leurs propres expositions, ou à des éditeurs qui montreront leur matériel. »

De l'image fixe à l'image animée

A vingt ans passés, Jean-Claude Larrieu a quitté son village natal des Hautes-Pyrénées pour venir vivre à Paris. Sitôt débarqué du train, il est allé visiter le château de Versailles, il a laissé sa valise sur une pelouse, et après coup, il a été très étonné qu'on ne la lui ait pas volée. Le soir, il est allé demander asile dans un commissariat, comme on demandait autrefois asile au couvent sur la route de la pègre, et après coup il a été très étonné qu'on l'ait laissé repartir le matin après lui avoir offert matelas et petit déjeuner, c'était dans les années 60, et cela n'arrive plus. Puis Larrieu est devenu opérateur de cinéma, toujours en voyage, et il s'est mis à photographier les chambres d'hôtel où il passait, une solitude en filigrane.

Quand son père est mort, Jean-Claude Larrieu a senti qu'il ne possédait aucune photographie de lui, et il a eu peur de « voir perdre le monde de ses origines ». Il est retourné à Montastruc, il a photographié toute la population du village, comme un recensement visuel, et a monté ces photographies dans un film au bano-titre, intercalées avec de courts morceaux filmés. L'image apparaît dans un cadre gris tenu : elle est directe, efficace, elle montre simultanément le visage (portrait de famille ou individuel), le vêtement, l'habitation, au mur la croix et le fusil, sur le napperon de la table de la salle à manger une petite

Jean-Claude Larrieu. « Une famille à Montastruc, 1978 ».



tour Eiffel. Elle catalogue méthodiquement les spécimens d'un groupe humain, comme avait fait Sander dans l'Allemagne des années 30. La force, l'originalité du film est de ne pas plaquer des interviews, ou une voix off sur les photographies, de faire juste entendre les bruits du village, une cloche, un aboiement, le silence, la rumeur sourde, diffuse, du temps qui va. Et on écoute une voix, ce n'est pas pour les mots qu'elle dit, ce n'est

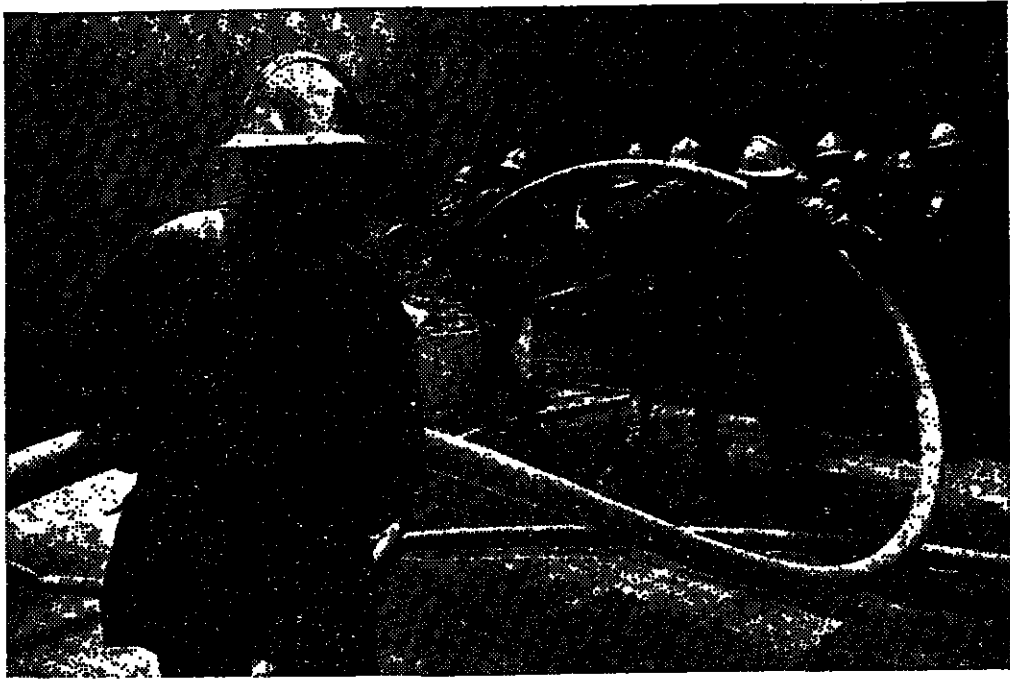
que pour le son qu'elle rend, l'accent, la musique. Un homme raconte la mort de son père, le film s'est ouvert sur un enterrement, il dit : « On n'est rien de tout sur cette terre, on passe, on arrive, on part, on fait place à d'autres, ça recommence... Soudain l'image bouge dans son cadre gris, mais aucun événement véritable : une femme sort de sa maison, un homme rappelle son chien, on coupe du bois. La façon dont l'image fixe

et l'image animée jouent l'une par rapport à l'autre est ici vraiment subtile : l'image fixe donne l'information, l'image qui s'anime est une vacance, une respiration dans cette compilation, elle donne le bruissement de la vie. Produit par l'Institut national audiovisuel, ce film de vingt-six minutes est passé aux festivals de Boryan, d'Angers, de Beaulieu. Il devrait être diffusé à la télévision si une chaîne se décide à l'acheter. — H. G.

05.10.1979

PHOTO

Exposé l'hiver dernier à la Remise du parc, David Seldner vient de présenter son travail au Los Angeles Institute of Contemporary Art. Martine Franck, Guy Le Querrec et Claude Raimond-Dityvon ont reçu une bourse de l'association culturelle de la Ville de Paris, animée par Jean-Luc Monterosso, pour faire un reportage sur Paris. Ce travail inédit sera exposé dans le cadre du prochain Salon de la photo, noyau d'une grande exposition intitulée « La Vie parisienne ». La Fondation nationale de la photographie accueillera à Lyon, au château Lumière, une rétrospective Edouard Boubat, avec de nombreux inédits, à partir du 6 novembre. Photographie de l'agence Sygma, Dominique Issermann vient d'être publiée dans le premier numéro d'une revue à grand format, Graulit. Aperture, en coédition pour la France avec les éditions du Chêne, sortira au début de l'année 1980 une monographie de William Klein, qui tourne actuellement aux États-Unis un film sur le chanteur Little Richard. Marc Riboud prépare un livre et un film au bano-ître sur la Chine; son Journal de voyage, annoncé aux éditions Denoël-Filipacchi, s'est déplacé de Fès, en noir et blanc, à Naples, et en couleurs. Raymond Depardon travaille depuis plusieurs années, en secret, sur les hôpitaux psychiatriques: ce reportage devrait être publié au Chêne, dans une nouvelle collection à caractère politique et social. La Remise du parc exposera plusieurs séries inédites de Duane Michals du 18 septembre au 17 octobre. En attendant le gros livre rétrospectif de Cartier-Bresson qui doit sortir à la rentrée chez Robert Delpeire, l'album Doineau préparé par Claude Nori aux éditions Contrejour, le Journal de voyage d'Elliot Erwitt à Saint-Tropez chez Denoël-Filipacchi, et une nouvelle collection lancée par Paris-Match, « Le choc des photos », on se tournera vers les dernières parutions des éditions du Chêne: l'album magnifique de Moholy-Nagy, et celui du pictorialiste espagnol José Ortiz-Echagüe. Deux volumes démontrent une imbrication réussie de la photographie et du texte: le livre d'Edouard Boubat et de Dominique Preschez aux éditions Berger-Lavault, l'Ombre de l'autre, et celui de Raymond Depardon, Notes, aux éditions Arfuyen X (84340 Malaucène), journal de reportage sentimental.



Claude Raimond-Dityvon. « Incendie, 1979 ».



Martine Franck. « Fête du Trône, 1979 ».



Edouard Boubat. « Fête du Trône, 1979 ».



Marc Riboud. « Fête du Trône, 1979 ».



Guy Le Querrec. « Concert Mayol, 1979 ».



Dominique Issermann. « Egypte, 1978 ».

PEINTURES
SCULPTURES
DESSINS
Lithographies
Affiche
Galerie
LAMBERT
14, rue St-Louis-en-l'Île, Paris (4^e)
Tél. 323-14-21

CHATEAU de CHEVANNES St Racho
71800 La Clayette - T. (83) 28-17-74
FORISSIER
Jusqu'en 18 septembre

L'art religieux à Venise (1500-1600)
Exposition ouverte jusqu'au 1^{er} octobre
tous les jours de 10 h. à 19 h., sauf le mardi
MUSÉE NATIONAL MESSAGE BIBLIQUE MARC CHAGALL
Nice - Tél. (93) 81-75-75

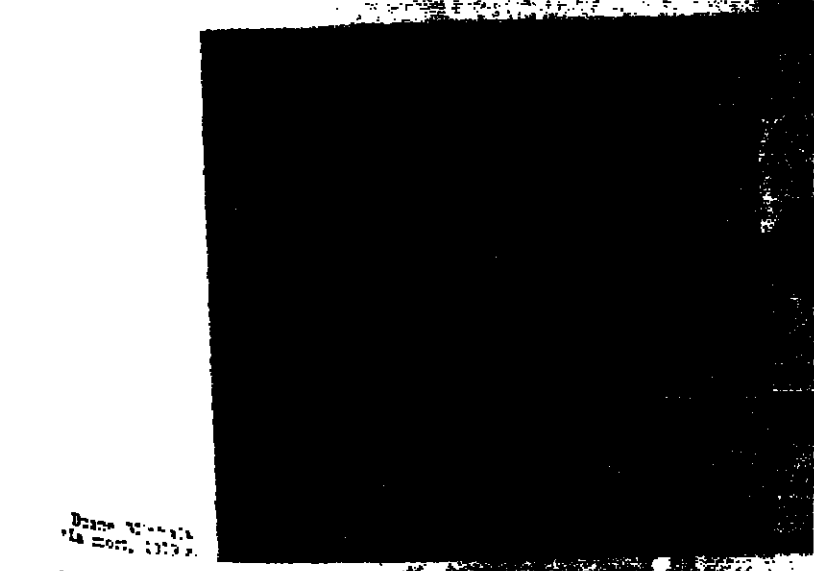
AU MUSÉE DU PETIT PALAIS
la remarquable exposition
**PEINTRES DE FLEURS EN FRANCE
DU XVII^e AU XIX^e SIÈCLES**
organisée dans le cadre des Familles
sera définitivement fermée
LE 16 SEPTEMBRE INCLUS

un film
INÉDIT **FESTIVAL WIM WENDERS**
La Lettre Écarlate
une seule salle: le 14 JUILLET PARNASSE

MER EGÉE
GRÈCE des ILES
MUSÉE DU LOUVRE
Tous les jours (sauf mardi) de 9 h. 45 à 17 h.
jusqu'au 3. SEPTEMBRE

LE BASTRINGUE
etc...
N'allez pas attraper des boitons
sur les plages, n'allez pas vous
estropier sur les routes, allez
croquer de rire au Café de la Gare
à 22 h. 30 en dégustant LE
BASTRINGUE ETC... de Karl VA-
LENTIN, spectacle ? 1 de Guénolé
AZERTHIOPE avec toute la troupe
du Féminin Bazaar Unlimited.

DES ARTS

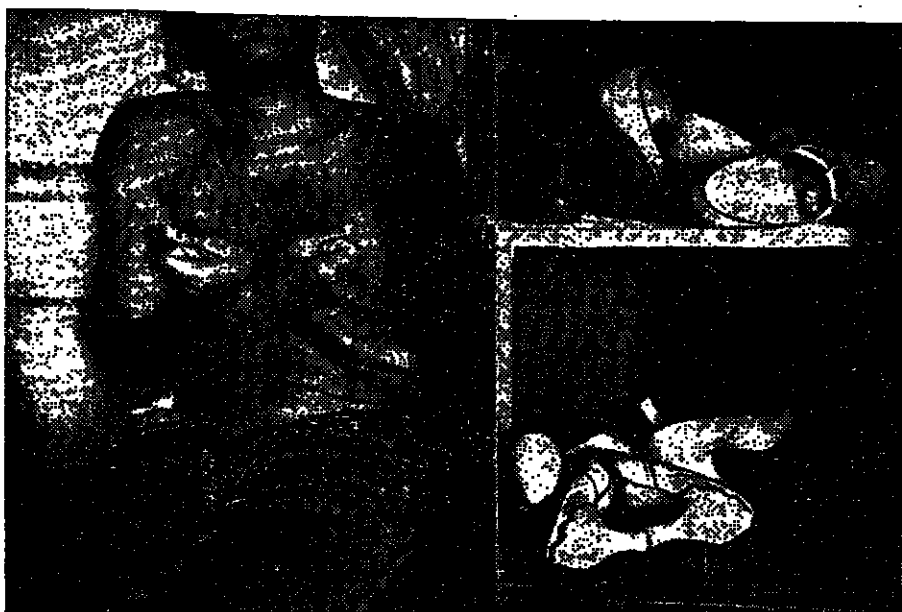


LIRE LE JOURNAL
POUR COMPRENDRE
ET EXPLIQUER
LES MÉCANISMES DE
LA PRESSE ÉCRITE
AVEC 110 FICHES
PRATIQUES.

PHOTO



William Klein.
« Pique-nique à San-Torin,
Grèce, 1956 ».



Henri Cartier-Bresson. « Mexico, 1934 ».



Raymond Depardon. « Hôpital psychiatrique, 1979 ».



David Lauder. « Violeta Sanchez, 1979 ».

La plupart des galeries parisiennes (Robert Delpeire, Agathe Galliard, la Remise du parc) sont restées fermées tout le mois d'août. La galerie Nouvel Observateur-Delpire rouvrira début septembre, avec ses photos de la NASA, et enchaînera le 10 septembre avec un photographe américain inédit en Europe, Ray Metzker; du 15 octobre à la fin du mois de novembre, Delpeire proposera, en collaboration avec André Jammes, une exposition sur le thème des moyens de reproduction contemporains des anciennes négatives (on verra notamment Agat, Nadar, Sany, Balbus...), avec un commentaire critique de chaque procédé. Ensuite Delpeire exposera les cent quatre-vingts photos d'Henri Cartier-Bresson qui composent son nouvel album, mais montées différemment, choies et commentées par des écrivains et des critiques (André Pieyre de Mandiargues, James Lord...), du 1^{er} décembre au 15 janvier, des photos américaines des années 40 et 50 choisies avec beaucoup d'humour par Barbara Norling dans les archives des studios de photo de mariages et de fêtes, et aussi Marey, Mac Cullin, Josephson, Sarah Moon, Ghislain, avec quelques coupures dans la peinture (André François) et dans l'illustration.

Après son exposition des photos érotiques du peintre Pierre Molinier (vernissage le 18 septembre), Agathe Galliard exposera deux séries de photos de Jean-Claude Larrieu, lauréat de l'aide à la première exposition de la Ville de Paris, sur les chambres d'hôtel, et sur Bernard Faucon. Agathe Galliard compte ensuite exposer Manuel Alvarez Bravo, dont on a vu une rétrospective à Arles, Richard Kevra, de l'agence Magnum, et Christian Vogt, Les Krims, Arthur Tress. Samia Sacuma et William Burke débiteront la saison à la Remise du parc avec des inédits de Duane Michals (du 18 septembre au 18 octobre), suivis d'un reportage en photos et en audiovisuel de Martine Barrat sur les Noirs new-yorkais et, au début de l'année prochaine, du baron de Meyer et du photographe Puyo. La galerie Zabrizki proposera une rétrospective Paul Strand du 11 septembre au 13 octobre, et le Centre Georges-Pompidou une rétrospective Raoul Hausmann, du 19 septembre au 5 novembre.

A paraître en septembre

LIRE LE JOURNAL

POUR COMPRENDRE ET EXPLIQUER LES MÉCANISMES DE LA PRESSE ÉCRITE. AVEC 110 FICHES PRATIQUES.

En vente dans les Maisons de la Presse, les principales librairies et au "Monde" 5, rue des Italiens, 75427 Paris - Cedex 09

Éditions FALOBIES.

LIVRES

POLONAIS

et livres français sur la Pologne

LIBELLA

12, r. St-Louis-en-l'Île, Paris (6^e)

Tél. : 336-51-09

MERCREDI

MEIRO

hebdomadaire chez votre marchand de journaux

Françoise Ducout

Greta Garbo

La somnambule

"Un livre aussi superbe et intrigant que le modèle."

Pierrette Rousset / ELLE

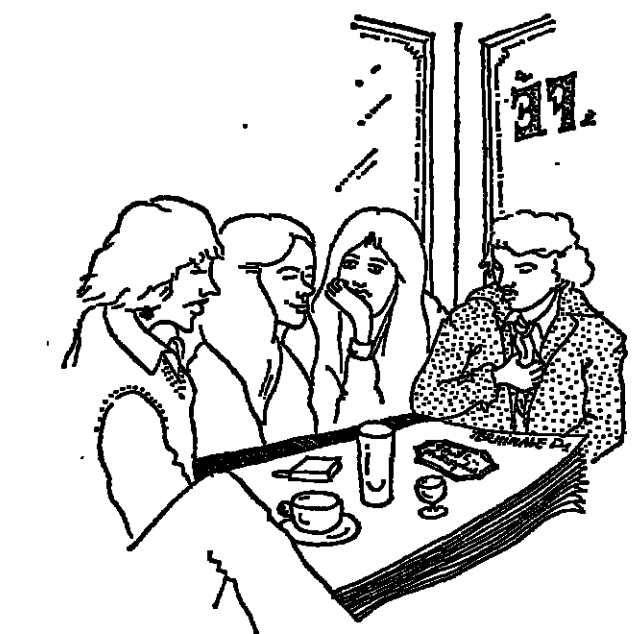
"On a rarement si bien parlé des années glorieuses de Hollywood que Miss Ducout, petite cousine française de Scott Fitzgerald."

J.-F. Josselin / LE NOUVEL OBSERVATEUR

Collection « Femmes dans leur temps » dirigée par Claude Dallencourt

105-101-101

une sélection



« Passe ton bac d'abord », vu par Bonnard.

cinéma

PASSE TON BAC D'ABORD DE MAURICE PALAT

Avoir dix-neuf ans à Lens, quand il reste le bac à passer, ou qu'il est déjà raté. Avec une étonnante compréhension, Maurice Palat plonge dans cet univers qui a ses codes, son langage, ses règles de

vie, entre un unique café, le lycée, la famille, les copains.

Le Divorcement, de Pierre Barouh : les choses de la vie, familiales, amoureuses, dans leur cruauté, sur un ton simple, réaliste et clair, de Bob Dylan : autoportrait poétique en musique, en images, et en masques, solitude des salimbarques. Caddo, de Sembène Ousmane : fresque spectaculaire de la lutte africaine contre l'oppression

théâtre

MARIE DE L'INCARNATION AU LUCERNAIRE

Après avoir joué le Prince de Hambourg au Festival de Carcassonne, l'acteur Marcel Bozonnet s'est pris de passion pour une grande classique de la littérature mystique, Marie de l'Incarnation, née à Tours en 1599, et qui alla fonder un couvent d'ursulines à Québec. A première vue il y a beaucoup de distance entre Marie de l'Incarnation, Tourangeoise bien campée sur ses jambes, forte, bonne gestionnaire, bonne cuisinière, experte en menuiserie, et le délicat et évanouissant Marcel Bozonnet, qui interprète, mais laisse confiance à ce grand comédien, à Jean-Louis Jacquin son metteur en scène, aux décors de Nathalie Holt. Le texte est celui des lettres de Marie, édité par l'abbaye de Solesmes.

UNE FILLE A BRULER DANS L'EURO

La Jeanne d'Arc de Joseph Delteil, transposée, dessinée par Viviane Théophilides et Micheline Uzan, voyage actuellement dans l'Europe. L'épopée légendaire a perdu ses ornements mystiques : Jeanne n'a le tête dans les nuages, et pas dans les étoiles. C'est une rebelle, elle sera brûlée pour avoir aimé.

musique

SEPTEMBRE EN FRanche-COMTE Avec trente-deux ans d'expérience, le Festival de Besançon demeure la dernière grande manifestation de l'été ou le premier événement

de la rentrée. Le concours des jeunes chefs d'orchestre reste l'un de ses temps forts : du 6 au 10 septembre, c'est, cette fois, l'Orchestre philharmonique de Lorraine qui servira de révélateur. Lors du concert d'ouverture, le 31 août, le lauréat de l'an dernier, Yoon Levi, montera au pupitre de l'Orchestre de Besançon pour l'ouverture d'Egmont, mais il devra laisser Solti Ozawa terminer la soirée avec la Quatrième Symphonie de Beethoven et la Symphonie fantastique. Pendant que Rostropovitch accompagnera son épouse dans un récital de mélodies russes (1^{er} septembre) et que Jorg Demus déléguera la forte-piano pour un grand instrument moderne (2 septembre), le Quatuor Talich fera un peu de tourisme (le 1^{er} septembre, il jouera à Poitiers, le 2 à Pontarlier et le 3, seulement à Besançon). Viendront ensuite, entre autres, la Grande Eglise et la Chambre du Roy (6 septembre), l'Orchestre de Paris (7 et 9 septembre), les Beaux-Arts Trio de New-York (8 septembre), l'Orchestre de chambre de Prague (12 septembre) et le Clemencic Consort (13 septembre), les Noces, de Stravinski, enfin, viendront clore, le 15 septembre, un travail d'animation régionale. Renseignements, tél. : (81) 81-35-38.

expositions

ALECHINSKY ET REINHOLD A ARIES

Alechinsky et Reinhold dans l'ancienne chapelle désaffectée de La Charité. Entre le dessin tracé au sople pinceau japonais de l'un et les formes courbes-poussées de l'autre, il y a une parenté d'esprit et de sang : ce sont les mêmes monstres habitués des fantômes nordiques qui ont nourri la peinture cubiste, dont les deux artistes se réclament.

DEGOTTIX A GORDES

Œuvres inédites de Jean Degottix à l'abbaye de Senanque. Un peintre du signe et du geste qui s'incarne sur la toile blanche. Un langage plastique inventé, qui vient du chaos et devient une réalité intelligible.

HARTUNG A ANTIBES

Un autre peintre du geste, Hartung, est un abstrait de la première heure, moins intellectuel, plus romantique, qui puise inlassablement sa vision dans l'espace sidéral.

Pierre Wallaz, le 6 septembre : tant il est vrai que, selon l'expression populaire : « Il n'y a pas de mal à se faire du bien. » Renseignements, tél. : (59) 24-52-50.

FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS

Rencontre avec Jorg Demus (jeudi 30 août) ; récital Pascal Devoyon (1^{er} septembre) ; quatuor à cordes concours de clavier, du 2 au 6 septembre ; Landini Consort (lundi 3 et mardi 4 septembre) ; Gustav Leonhardt, clavier et orgue (mercredi 5 septembre). Renseignements, tél. : 833-81-77.

LA PEINTURE RELIGIEUSE A VENISE AU MUSEE CHAGALL DE NICE

La vocation du musée Message biblique Marc Chagall, illustrée par des peintures vénitennes des seizième et dix-septième siècles d'inspiration religieuse, empruntées aux collections des musées de France. Elles nous invitent à une découverte, au moins par leur rassemblement.

Fernand Léger, au château de Vascouff : pour les dix ans d'un Centre culturel installé dans la maison où vécut Michel, sur la route Normande-Vichy, une exposition qui réunit huiles, gouaches, dessins, imprimés de Léger (un Normand) grâce aux prêts de musées, de galeries et de collectionneurs privés : Roman Cieslewicz, à Auxerre : soixante-dix photographies récentes d'un Polonais fixé à Paris, graphiste et publiciste bien connu par ses images - paucuniques - réalisées pour des couvertures de livres et des affiches - Maison du tourisme, 1, quai de la République, Paris-Montparnasse, au Centre Georges-Pompidou : un énorme rassemblement d'œuvres et de documents, la plupart venues des musées soviétiques, pour évoquer les échanges culturels entre les deux capitales entre 1920 et 1930.

LE MONDE

LA Vocation du musée Message biblique Marc Chagall, illustrée par des peintures vénitennes des seizième et dix-septième siècles d'inspiration religieuse, empruntées aux collections des musées de France. Elles nous invitent à une découverte, au moins par leur rassemblement.

variétés

LE BRESIL AU THEATRE DE DIX-HEURES

Avec Samba Sam Show (les 29 et 30), Tonino Ramo (le 31 août et le 1^{er} septembre), Tiao et Borge (les 3 et 4), Brasil Cavacchino et Viola (les 5 et 6), Nazari Pereira (les 7 et 8), les Etolles (les 10 et 11).

ERNESTO RONDO AUX BLANCS MANTEAUX

La tradition de Gardel et de Rivero réinterprétée par un Argentin de Paris.

Expositions

CENTRE POMPIDOU

Entrée principale, rue Saint-Martin (97-12-30). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h. à 22 h. ; sans, et dim., de 10 h. à 22 h. Entrée libre le dimanche.

PARIS-MOSCOW, 1989-1939. — Jusqu'au 5 novembre.

EMILE GILLOI. Sculptures. — Jusqu'au 6 septembre.

ENVIRONNEMENT DE SOTO. — Hall. Jusqu'à l'automne.

LES ENFANTS DANS LE PARIS DES REVOLUTIONS 1789, 1830, 1848, 1871. — Jusqu'au 1^{er} octobre.

MUSEE DES SACRIFICES, MUSEE DE L'ARGENT. — Jusqu'au 24 septembre.

ATELIER AVOUARD'UI 15 : TONY LOU - CRY LOU. — Jusqu'au 3 septembre.

LES RUSSIS A PARIS, 1919-1933. — Jusqu'au 3 septembre.

RENESE ASSOTT. Photographies. — Salle « Animation ». Jusqu'au 24 septembre.

CENTRE DE CREATION INDUSTRIELLE

AFFICHES ET STAMPES SOVIETIQUES ET FRANÇAISES. — Jusqu'au 17 septembre.

MUSEES

PEINTURES DE FLEURS EN FRANCE, DU XVI^e AU XIX^e SIECLE. — Petit Palais, avenue Alexandre-III (295-09-21). Sauf lundi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 3 F. Jusqu'au 7 octobre.

GRAVURES DE GOYA (collection Dutilleul). — Dessins de PUVIS DE CHAVANNES. — Musée de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Entrée : 3 F. Jusqu'au 2 septembre.

MES EGES GRECE DES LIES. — Musée du Louvre, entrée porte Denon (295-09-21). Sauf mardi, de 9 h. à 17 h. Entrée : 12 F. le dimanche : 9 F. Jusqu'au 3 septembre. L'exposition est complétée, le mardi et le jeudi à 18 h. 30, par des conférences.

LE LOUVRE D'HERBERT ROBERT. — Musée du Louvre, entrée porte Jauffard (voir ci-dessus). Entrée : 3 F.

8 F. gratuite le dimanche. Jusqu'au 29 octobre.

AUSIGNY - ARCHITECTURES. — Galeries nationales du Grand Palais, porte A, entrée avenue du Général-Sébastien. Tous les jours, sauf mardi, de 10 h. à 20 h. Jusqu'au 24 septembre.

CADILLAC. Aspects connus et inconnus d'un Grand Palais, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

PRESENTATION TEMPORAIRE D'ŒUVRES DU MUSEE DU LOUVRE. — Passages et récents de l'art du Louvre. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

PREMIERE PARTIE DE LA RESSAISON. — Sculptures françaises de la Renaissance. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

ATELIER LACOURIERE-FRELAUT ou cinquante ans de gravure et de sculpture. — Musée de la Ville de Paris, porte D. Sauf samedi et dimanche, de 10 h. à 18 h. 30. Jusqu'au 3 septembre.

de Serbie (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

SE VETRE AU QUINCE (1930-1910). — Musée national des arts et traditions populaires, 8, rue de Valenciennes (97-45-30). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 3 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

POULBOY. — Musée de Montmartre, 27, rue Saint-Vincent (207-40-20). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

COGNAC. Le Bestiaire de l'art roman au Musée de la Ville de Paris (72-35-33). Sauf lundi, de 10 h. à 17 h. 30. Entrée : 3 F. Jusqu'au 30 septembre.

Depaysement

OFFRES D'EMPLOI	Le 19/8	Le 20/8
DEMANDES D'EMPLOI	51,00	50,86
IMMOBILIER	12,00	14,11
AUTOMOBILES	35,00	41,16
AGENDA	35,00	41,16
PROF. COMM. CAPITAUX	95,00	111,72

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES CLASSEES	Le 19/8	Le 20/8
OFFRES D'EMPLOI	30,00	35,28
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,23
IMMOBILIER	23,00	27,05
AUTOMOBILES	23,00	27,05
AGENDA	23,00	27,05

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

UN INGENIEUR, MAIS AUSSI UN COMMERCANT

Vous avez déjà acquis depuis quelques années, environ cinq, un diplôme d'ingénieur d'une Grande Ecole.

Vous vous êtes ensuite tourné vers le commerce. Vous avez acquis de l'expérience dans les domaines de l'électronique, des télécommunications, vous êtes toujours passionné.

Vous aimez et connaissez bien ce milieu, ainsi que le niveau et l'importance des affaires que l'on y traite.

Nous aimerions vous faire connaître notre équipe, notre société, multinationale américaine qui progresse à un rythme soutenu de 1-25% par an.

Nous travaillons beaucoup en France mais aussi à l'étranger. Il faudra donc utiliser très souvent la langue anglaise que vous parlez évidemment de façon courante.

Enfin, vous avez profité de vos vacances pour faire le point de votre situation présente : repartir en ensemble.

Merci d'envoyer votre C.V. sous réf. 4199 à Michel GARNIER :

INTERNATIONAL BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS

ORGANISME DE FORMATION conseil en formation

En liaison étroite avec l'équipe de formateurs, il (ou elle) se verra confier le développement commercial de votre organisation : prospection et suivi des clients, recherche et définition des besoins.

Conditions requises :

- un diplôme d'études supérieures (des bases en psychologie du travail seraient appréciées),
- une bonne connaissance des problèmes de formation dans l'entreprise,
- une première expérience de conseil en formation.

Envoyer C.V. photo et prétentions sous la référence 614 M au :

Cabinet Jean-Claude MAURICE
Conseil en Gestion des Personnes
397 ter, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

A. GARBARINI S.A. ENTREPRISE FRANÇAISE LEADER DE LA REGULATION DE TRAFIC recherche

Comptables-gestion.
pour établissement prix de revient

Comptables administrat.
pour gestion de marchés, établissement formules de révision.

Comptables 1^{er} échelon
pour contrôle factures achat et gestion stocks.

Agents approvision.
ayant connaissances très approfondies sur électromécanique, électronique.

Dessinateur-projeteur 1^{er}
pouvant être CHEF DE GROUPE de bureau d'études. Connaissances mécanique, électricité, câblage, électronique.

AT3 Electroniciens
expérimentés pour mise au point fabrication d'appareils incorporant des microprocesseurs.

Nous vous offrons : une situation stable et un salaire intéressant et des avantages sociaux.

Si vous êtes intéressé, écrivez en envoy. C.V. et prêt à Soc. Personnel A. GARBARINI 48/54, rue du Mans 92 COURBEVOIE

emploi international

Important bureau d'études à vocation internationale (société française par- publique) recherche un

INGENIEUR MECANICIEN T.P.
Cet ingénieur est nécessairement diplômé et parle couramment l'espagnol. Il lui sera confié des responsabilités dans le cadre de l'assistance technique auprès de l'Administration d'un pays d'Amérique latine. Son expérience professionnelle (d'une dizaine d'années) recouvre notamment la gestion d'importants parcs de matériels de Travaux Publics.

Merci de prendre un premier contact en écrivant (notre C.V.) et indiquer rémunération actuelle en spécifiant sur l'envoi la réf. 1.495 à MEDIA P.A., 1, bd des Italiens 75002 PARIS g. tr.

Sit Commerce International recherche pour le

SUD-EST ASIATIQUE CADRE

TECHNICO-COMMERCE
Expérience souhaitée. Parfaite connaissance de l'ANGLAIS indispensable. Ecrire avec C.V. manuscrit + photo au n° 600.450 à HAYAS CONTACT, 49, rue Herriot, 69002 Lyon.

ANNONCES CLASSEES
TELEPHONEES
296-15-01

MATRA

recherche pour des bancs de maintenance automatique

2 INGENIEURS ELECTRONICIENS

Poste A :
- Il est responsable de la définition et de l'étude de sous-ensembles de bancs de test automatique à base de calculateur.

Poste B :
- Il est chargé de la définition de l'évolution technique (matériel et logiciel d'application) de bancs de test automatisés et de leur support en fonction des matériels testés.

- Il assure également le suivi de production de ces matériels.

- Il convient pour ce poste d'avoir une formation de base électronique et une expérience de 5 ans environ dans une fonction analogue.

- Connaissance de l'anglais.

Ces 2 postes impliquent des contacts suivis avec les clients et notamment des déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

INGENIEUR D'AFFAIRES

- Il est chargé de coordonner les fournisseurs dans le cadre du développement de systèmes de tests.

- Ce poste nécessite une formation Grande Ecole (E.S.E. - E.N.S.I.) et une expérience de tests automatisés ou dans un domaine analogue.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant le poste choisi sous N° NK 485 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

ELECTRO CALCUL

à multiplier par 20 son CA en 5 ans

Pour compléter notre force de vente

NOUS RECHERCHONS

2 CHEFS DES VENTES

Ils auront pour mission de promouvoir exclusivement aux revendeurs, notre gamme de calculateurs et caisses enregistreuse électroniques.

Résidence souhaitée

1) PARIS POUR REGION PARISIENNE 75.77.78.91.92.93.94.95.

2) ROUEN OU PARIS POUR NORD-OUEST 02.14.27.28.50.59.60.61.62.76.80

NOUS DEMANDONS :

- Plus de 25 ans
- Formation technique ou commerciale, ingénieur souhaité
- Anglais apprécié
- Expérience à un poste similaire indispensable, prouvant que vous êtes un bon vendeur
- et un organisateur confirmé
- Rapidement disponible.

NOUS OFFRONS :

- Situation stable et évolutive
- Position cadre
- Rémunération : 58.500F minimum garanti
- 80.000F et plus première année.
- Frais professionnels
- voiture de fonction
- Promotion rapide pour candidat de valeur
- 5 semaines de congés.

Ecrire personnellement à Jean-Michel ELOY, Directeur commercial, ELECTRO CALCUL, 33 Rue Bode 13006 MARSEILLE.

Lettre manuscrite - cv - photo récente - rémunération des 5 derniers mois - photocopies de vos diplômes - discrétion assurée.

COMMISSIONNAIRE AGREE recherche

JEUNES COMMERCIAUX

- Dynamiques, ambitieux
- excellente présentation
- pour contact clientèle haut niveau.
- Rémunération en fonction des résultats

Téléphoner Mme Haemmerli 359.88.20.

SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE proche banlieue Paris-Ouest recherche

JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS

pour laboratoire d'études

Adresser C.V. détaillé sous n° 748 à CERME

B.P. 29 - 92370 CHAVILLE.

Une compagnie d'assurances spécialisée et de taille moyenne réorganise sa fonction informatique autour d'un

CU-HB 6420. Sa Direction cherche pour Paris-Centre

un analyste

qui va opérer au sein d'une petite équipe efficace, avec des chances de promotion intéressantes. Mais nous demandons une expérience de l'assurance et que vous soyez libre rapidement. Age indifférent.

Notre consultant, J. THILY, vous remercie de lui écrire (réf. 3618 LM) "Carrières de l'informatique".

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

SOCIÉTÉ DE CONSEIL EN INFORMATIQUE recherche

jeunes collaborateurs

- 2 à 3 années d'études supérieures
- calculatrices, décrets des obligations militaires
- libres rapidement

DESIREUX D'ENTREPRENDRE UNE CARRIERE dans L'INFORMATIQUE

Formation de base assurée dans le cadre d'un contrat de travail avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidature avec C.V. détaillé + photo en précisant la date de disponibilité à n° 22265 CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Important Groupe électronique

PLUSIEURS INGENIEURS TECHNICO-COMMERCEAUX

motivés par action commerciale pour responsabilités d'un domaine de produits de haute technologie (Télécommunications ou opto-électronique) et d'une clientèle bien déterminée.

- Formation Grande Ecole Electronique, Anglaise courante indispensable.
- 3^e langue souhaitée.
- Expérience de quelques années en électronique professionnelle.
- Déplacements de courte durée France et étranger.

Lieu de travail : PARIS.

Ad. C.V. man., photo (retournée) et prêt. n° 22.274 ConTEXte Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris-1er qui tr.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MEAUX recherche pour ses bureaux de

UN ASSISTANT EN GESTION INDUSTRIELLE

Mission :

- Accueillir les Industriels, détecter et analyser leurs besoins et y apporter des solutions.
- Assurer les relations avec les organismes publics en place.
- Gérer les services nouvellement implantés.

Profil du candidat recherché :

- 28 ans minimum
- Connaissances générales de niveau supérieur notamment en gestion, commerce extérieur et notions dans le domaine technique.
- Expérience de 2 à 3 ans dans l'industrie indispensable.
- De réelles aptitudes au contact et le sens de l'initiative.

Envoyer CV, photo et prétentions sous référence 669 au

CEPAGI 87 - 89 Avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16

IMPORTANT GROUPE ELECTRONIQUE recherche

INGENIEURS

DIPLOMES GRANDES ECOLES exclusivement (ENST, ESE, ECP et GRENOBLE) Débutants ou 1 ou 2 ans d'expérience.

Pour études et développement physique électronique hyperfréquences

Ad. C.V. manuscrit, photo (retournée) N° 22.261 ConTEXte Publicité, 20, av. Opéra, Paris (1^{er}) q. tr.

Importante Société d'Ingénierie Recherche pour participer au sein de son Service Formation à la préparation et au suivi du travail d'équipes de formation dans les pays en voie de développement :

INGENIEUR grande école

Possédant une expérience d'exploitant d'un secteur de production ou d'entretien dans l'industrie Sidérurgique.

Une expérience même courte de la formation serait appréciée. Anglais exigé.

Poste à pourvoir à Paris impliquant de fréquents déplacements de courte et moyenne durée à l'étranger.

Adresser C.V. + photo sous référence M 2153 à :

PUBLISCOPE JUNIOR
11, rue Royale 75008 Paris, qui transmettra

Important Service Informatique recherche dans le cadre de son expansion

responsable d'application (réf. 8615)

3 analystes programmeurs (réf. 8616)

Cobol, PLI, connaissance mini souhaitée.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et prêt. en précisant la référence du poste à L.C.M. 83 r. de Rennes PARIS 6e qui transmettra.



S.S.C.I. en pleine expansion RECHERCHE

4 Ingénieurs Analystes confirmés

Langages **COBOL-ASSEMBLEUR**

Développement d'applications de Gestion.

Responsabilité équipe de Programmeurs.

Envoyer CV, photo, prétentions à

SEDAP - Tour Gamma D
197, rue de Bercy 75012 PARIS.

Nous sommes une P.M.E. en développement spécialisée dans la distribution des matériaux de construction et recherches pour TRAPPES

UN COMPTABLE CONFIRME

le candidat doit avoir une formation DEC ou équivalent et justifier d'une expérience pratique réussie.

Merci d'adresser lettre + C.V. et appointements souhaités à VOITURIEZ S.A., B.P. 28, 93031 Senlis.

75011 PARIS

LE PLAN GOUVERNEMENTAL ET SES CONSÉQUENCES

Libres opinions

Le gouvernement respecte-t-il la loi sur le salaire minimum de croissance ?

par FRANÇOIS DARBON (*)

De juillet 1974 à juillet 1978, la progression du SMIC a été inférieure de 4,2 % à celle du salaire horaire ouvrier, qui est censé lui servir de référence.

S'il avait voulu respecter ses engagements et les obligations fixées par la loi, lors de la réévaluation du SMIC, le 1^{er} juillet 1979, M. Raymond Barre aurait pu proposer un taux horaire de 12,43 F, au lieu de 12,15 F, afin de corriger la distorsion de 4,2 % enregistrée depuis juillet 1974. Il ne l'a pas fait, bien que la C.F.D.T. ait fait savoir, devant la Commission supérieure des conventions collectives, que, d'une manière générale, le gouvernement avait tendance à interpréter le texte de la loi sur le salaire minimum de croissance de façon pour le moins restrictive.

Pourquoi considérons-nous qu'il y a application incorrecte des textes législatifs ?

Il existe trois règles régissant l'augmentation du SMIC. L'une instaure une réévaluation automatique égale à celle de l'indice des prix de l'INSEE, dès que celui-ci a enregistré une augmentation de plus de 2 % depuis la dernière augmentation du SMIC. Une autre permet au gouvernement de déroger à cette augmentation supérieure à celle de l'indice des prix. Elle peut constituer la base légale d'une politique de réévaluation des bas salaires ou, de façon plus limitée, un moyen de corriger l'effet du décalage de deux mois qui existe entre l'augmentation des prix et la réévaluation du SMIC. Ce décalage est lié au délai de publication de l'indice des prix, et son effet est d'autant plus important que la hausse des prix est forte. En fait, alors que le rythme d'inflation aurait dû imposer un ajustement plus rapide du salaire minimum, de juillet 1974 à juillet 1978, les gouvernements n'ont utilisé que deux fois (en décembre 1977 et mai 1978) la possibilité qui leur est offerte d'augmenter le SMIC dans une proportion supérieure à celle de l'augmentation de l'indice des prix.

Enfin, il existe une troisième règle dont on aurait tort de minimiser l'importance. Concernant l'obligation annuelle d'augmenter, chaque 1^{er} juillet, le pouvoir d'achat du SMIC, la loi précise qu'« en aucun cas, l'accroissement annuel du pouvoir d'achat du salaire minimum de croissance ne peut être inférieur à la moitié de l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires horaires enregistrés par l'enquête trimestrielle du ministère du travail... ».

A vrai dire, si on s'en tient aux formules mathématiques résultant du texte de la loi régissant le SMIC, on peut soutenir que le gouvernement a joué le jeu. Pourtant, c'est là une vue des choses qui cadre mal avec l'esprit de la loi du 2 janvier 1970, qui a transformé le SMIC (salaire minimum interprofessionnel garanti) en SMIC (salaire minimum interprofessionnel de croissance). L'objectif alors poursuivi avait été exposé très clairement au Parlement à la fin de 1969 : il s'agissait, comme le prouve le remplacement de la notion de garantie par la notion de croissance, d'éviter que ne se perpétue ou ne s'aggrave la « distorsion » qui existait jusqu'alors entre l'évolution du salaire minimum et celle du salaire moyen ouvrier. L'existence d'une telle distorsion était, selon le gouvernement de l'époque, inacceptable socialement et négative économiquement. D'où les articles du texte de loi destinés à préciser clairement la sans des changements intervenus.

On peut y lire, par exemple — que « les relèvements annuels successifs devront tendre à éliminer toute distorsion durable entre la progression du salaire minimum interprofessionnel de croissance et l'évolution des conditions économiques générales et des revenus ». De peur qu'il ne soit pas suffisamment clair, le ministre du travail avait d'ailleurs précisé en présentant ce texte devant l'Assemblée nationale : «... Supposons qu'une année donnée, les prix aient augmenté de 9 %, les salaires moyens de 6 %. Du fait de la réforme, très généralement le salaire minimum sera relevé de 6 %. Même si la situation conjoncturelle est grave, le gouvernement ne pourra accorder moins de 4,5 % (1) et devra, au cours des années suivantes, rattraper le 1,5 % manquant... ».

En juillet 1974, le SMIC a cru de 7,56 %, soit, en un an, une croissance supérieure de 5,7 % à celle des salaires horaires moyens de référence. Venant juste après l'élection présidentielle, cette augmentation allait-elle être le point de départ d'une politique de réévaluation des bas salaires ou ne constituait-elle rien d'autre que l'habituelle marque de reconnaissance du nouvel élu ? On sait ce qu'il en est advenu par la suite.

Les gouvernements respectifs n'ont cessé d'interpréter les textes de manière restrictive et ont fait de croire qu'en augmentant chaque année au 1^{er} juillet le SMIC légèrement plus que ne l'impose le plancher fixé par l'article L. 141.5, ils remplissaient toutes leurs obligations légales. En fait, en renouvelant cette pratique, ils violaient les dispositions législatives résultant de l'article L. 141.6, énonçant ainsi l'existence d'une distorsion croissante entre l'évolution du SMIC et celle des salaires ouvriers.

Quand la C.F.D.T. demande une augmentation substantielle et négociée du SMIC, elle est incontestablement plus proche que le gouvernement de l'esprit de la loi de 1970. Jusqu'à quand le pouvoir a-t-il l'intention de continuer à bafouer des dispositions, dont l'application constituerait un premier pas — fût-il limité — vers une réduction des inégalités ?

(*) Secrétaire fédéral de la C.F.D.T.

(1) Les 4,5 % correspondent, dans l'exemple cité, à une augmentation égale à 50 % de l'augmentation du pouvoir d'achat du salaire horaire (3 % de hausse de prix plus 1,5 % correspondant à la moitié de l'augmentation du pouvoir d'achat du salaire horaire = 3 %), conformément aux dispositions des articles L. 141.4 et L. 141.5.

La hausse des salaires horaires a été de 3,3 % au deuxième trimestre

Léger recul du pouvoir d'achat net en un an

Le taux du salaire horaire ouvrier en France a augmenté de 3,3 % au deuxième trimestre 1979, ce qui confirme la dégradation des salaires intervenue depuis trois ans : en 1976, la hausse du salaire horaire avait été de 4 % au second trimestre ; l'an dernier, elle était de 4,2 % (juillet 1978 à juillet 1979).

Compte tenu de la hausse des prix de détail (+ 5,68 % pour les six premiers mois de l'année et 19,2 % au 2^e trimestre), le pouvoir d'achat du salaire ouvrier a progressé de 0,30 % au deuxième trimestre (0,29 % au premier trimestre) et de 1,8 % en six mois.

Compte tenu de la réduction de la durée du travail (0,2 heure sur un an, soit 0,5 %), l'augmentation nominale du salaire brut annuel

des ouvriers est évaluée par le ministère du travail et de la participation à 11,4 % en un an, soit + 1,1 % en pouvoir d'achat. Compte tenu de la majoration des cotisations d'assurance vieillesse (+ 1,35 %) intervenue le 1^{er} janvier, l'évolution du salaire ouvrier net (après déduction des cotisations sociales) fait donc apparaître un léger recul du pouvoir d'achat effectif en un an.

Au deuxième trimestre, la durée hebdomadaire de travail est stable à 41 heures, soit une baisse de 0,2 heure par rapport au premier trimestre. L'indice brut des effectifs salariés des établissements de plus de dix ouvriers a augmenté de 0,4 % au deuxième trimestre, mais, sur un an (juin 1978 à juin 1979), on enregistre une baisse de 0,7 %, cohérente avec l'aggravation du chômage.

L'ÉVOLUTION DES SALAIRES HORAIRES ET DES PRIX

DATES	Hausse des salaires horaires (en %)	Progression Hausse des prix (en %)	du pouvoir d'achat du salaire horaire (en %)
1 ^{er} trimestre 1978...	4,1	2,85	1,41
2 ^e trimestre 1978...	4,3	2,8	2,25
3 ^e trimestre 1978...	3,4	2,8	0,58
4 ^e trimestre 1978...	2,9	2,1	0,78
1 ^{er} trimestre 1979...	2,3	1,9	0,30
2 ^e trimestre 1979...	3,3	3,04	0,25
3 ^e trimestre 1979...	3,1	2,3	0,78
4 ^e trimestre 1979...	2,9	1,4	1,48
1 ^{er} trimestre 1978...	2,2	2,1	0,097
2 ^e trimestre 1978...	4,2	2,8	2,36
3 ^e trimestre 1978...	2,9	2,8	0,49
4 ^e trimestre 1978...	2,7	2	0,68
1 ^{er} trimestre 1979...	2,3	2,5	0,29
2 ^e trimestre 1979...	3,3	2,9	0,39

Au conseil des ministres

(Suite de la première page.)

Un peu plus de cinq millions de familles ou personnes âgées vont toucher environ 200 F et, parmi elles, un million trois cent mille au moins 400 F et plus de 600 F au titre de la rentrée scolaire par enfant et 200 F au titre du complément.

Ce n'est pas négligeable, surtout dans les familles nombreuses où les primes attendues pourront même atteindre 600 F à 1 000 F selon leur taille. Mais il ne s'agit là que d'une mesure exceptionnelle : les primes en question ne seront versées qu'une seule fois. Les mois suivants, l'allocation de rentrée absorbée par l'achat des cartables et d'autres fournitures scolaires, le complément familial ou le minimum vieillesse reviendront à leur montant initial, alors que les ménages les plus démunis continueront à subir la hausse permanente des prix... gouvernement semble donc se contenter d'administrer un petit adjuvant pour adoucir les difficultés d'une rentrée exceptionnellement coûteuse.

En revanche, les mesures concernant la construction et les travaux publics auront un effet plus durable.

Les entreprises de travaux publics ne peuvent qu'être satisfaites des décisions prises, à un moment où les carnets de commandes sont peu chargés. Elles peuvent espérer que l'activité du secteur sur l'ensemble de l'année sera équilibrée par rapport à 1978. Il était temps : à la fin juin, la production était en recul, en volume, de 3,5 % sur celle de 1978. Les professionnels se montrent toutefois soucieux de ce que leur réserve fin prochain : le budget de 1980 reprendra-t-il en compte dès le début de l'année le soutien de l'activité ? Le maintien en francs courants de l'effort public en leur faveur ne saurait les satisfaire : pour peu que l'inflation soit plus forte que prévu,

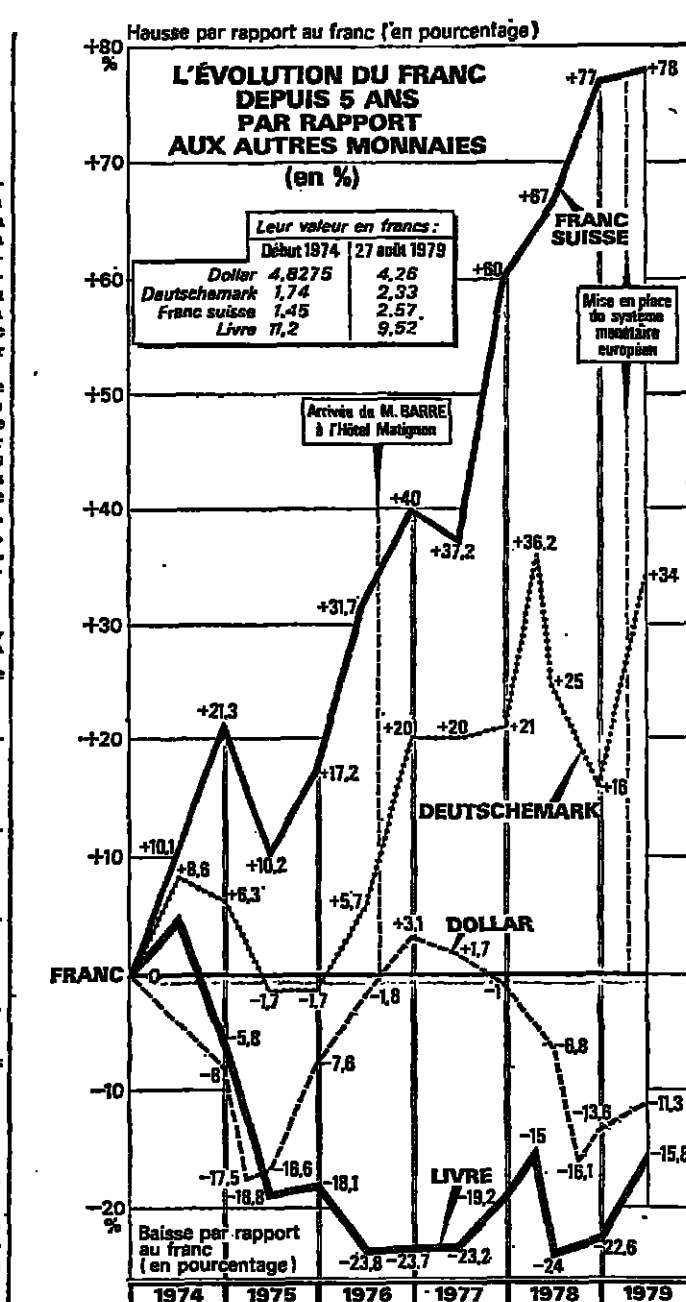
ils leur serait difficile d'attendre une fois encore un éventuel plan de relance de fin d'année.

Du côté de l'habitat, la dotation nouvelle de 10 000 logements locaux aidés répondra à l'attente des organismes H.L.M. : les 70 000 P.L.A. (prêts locatifs aidés) se concentrent en effet cette année à une cadence beaucoup plus rapide qu'au cours des deux années précédentes, et on assiste à une reconstitution très forte de la demande de logements locaux. Quant aux prêts à l'accession à la propriété (P.A.P.), ils conduiront à la construction totale de 190 000 logements de ce type. Sans revenir à la situation antérieure de la construction d'avant la crise (548 000 logements mis en chantier en 1974), on attendra ainsi un premier réajustement du secteur, avec 433 000 mises en chantier en 1979.

L'affaire Bouygues-Montenay a valeur d'exemple. Il est en effet exceptionnel qu'une entreprise de second œuvre entraîne devant les tribunaux une entreprise générale pour rupture unilatérale de contrat.

Rappelons les faits : en décembre 1976, un protocole d'accord est signé entre les deux entreprises pour l'exécution en sous-traitance par Montenay des travaux d'électricité-plomberie, d'eau chaude - sanitaire - réserves d'eau et protection incendie d'un ensemble de 720 logements à réaliser par Bouygues à Jeddah, en Arabie Saoudite. En juin, une affaire d'environ 80 millions de francs pour le sous-traitant. Aux termes de cet accord, Bouygues s'engageait, au cas où le contrat ne serait pas signé, à dédommager Montenay du coût réel des études préliminaires effectuées, dans la limite de 400 000 F. En mars 1977, Bouygues confirmait que les engagements réciproques des deux sociétés n'étaient en aucune manière remis en cause par les modifications du projet initial : le contrat définitif était signé les 28 mars et 3 avril 1977.

En juin 1977, Bouygues informe Montenay qu'il souhaite « fractionner les lots », pour ne lui confier que l'exécution des deux tiers de l'électricité et la moitié de la plomberie, tout en lui demandant son « offre définitive » pour l'exécution globale de l'ensemble du travail. Montenay se déclare opposé à ce fractionnement et fait une ultime offre inférieure de 1,5 % aux précédentes devis. Le 4 juillet suivant,



Depuis le début de la semaine le franc s'est légèrement effrité sur les marchés des changes, après l'annonce d'une forte poussée des prix de détail en juillet (+ 1,2 %). Réaction passagère ? Amorce d'un recul plus accentué ? Il est trop tôt pour répondre à cette question. Beaucoup dépendra de la manière dont l'économie française répondra au nouveau choc pétrolier.

Comment la devise française a-t-elle réagi en premier ? Honorablement disent les uns ; médiocrement disent les autres. Le graphique ci-dessus autorise ces deux interprétations. Il permet de constater en effet que le franc a baissé par rapport aux monnaies fortes : le franc suisse, qui a progressé vis-à-vis de toutes les devises, et le deutschemark. En revanche, il s'est apprécié par rapport à la livre — en dépit du récent redressement de celle-ci — et de la italienne (+ 33 %) et du dollar. En fait, l'évolution du franc pendant cette période reflète assez fidèlement la situation relative de l'économie française par rapport à ses concurrents.

AFFAIRES

LE DIFFÉREND MONTENAY-BOUYGUES

La cour d'appel de Paris a donné raison à un sous-traitant contre une entreprise générale de construction

Le différend qui opposait depuis septembre 1977 le puissant groupe Bouygues (entreprise générale) à un de ses sous-traitants, Montenay, à propos de la rupture d'un contrat en Arabie Saoudite, a trouvé sa solution devant la cour d'appel de Paris le 4 juillet dernier. Condamnée le 18 juillet 1978 par le tribunal de commerce de Paris à payer à Montenay 1,5 million de

francs de dommages-intérêts, à la publication du jugement dans trois journaux au choix de Montenay et aux dépens, la société Bouygues a vu sa peine aggravée par la cour d'appel, qui a porté les dommages-intérêts à 3,5 millions de francs. Bouygues a dû régler cette somme mais a introduit un pourvoi en Cassation.

Bouygues informe son partenaire que les commandes d'électricité et de plomberie ont été passées à d'autres entrepreneurs « qui ont consenti de meilleures conditions » et ont accepté le partage des lots. Montenay a estimé à 3 millions de francs 11 millions de francs d'études préliminaires et neutralisation de la recherche d'entreprises contractantes pendant plus de six mois le dommage ainsi subi, tandis que Bouygues proposait de lui verser 400 000 francs pour le dédommager des études effectuées.

La cour d'appel a jugé que par Bouygues avait bel et bien passé commande à Montenay de la totalité des travaux envisagés. Et d'ailleurs le montant des dommages-intérêts alloués par le tribunal de commerce.

Cette affaire est révélatrice des curieuses méthodes de passation des contrats entre les entreprises générales et les entreprises de second œuvre sous-traitantes. Trop souvent, une fois le contrat global signé avec le maître d'ouvrage pour la réalisation d'un chantier, celui-ci prend en compte les offres des sous-traitants retenues après un premier appel d'offres. L'entreprise générale procède à un second appel d'offres, pour faire baisser les prix : c'est ce que le Syndicat national du second œuvre (S.N.S.O.) appelle « le tour de vite du pressoir ». Trop souvent aussi les entreprises de second œuvre se font complices de ces pratiques

en signant, pour arracher un marché, des contrats plus ou moins léonins. Souvent elles se sentent contraintes car les entreprises générales sont dispensées de contrats ultérieurs.

Montenay, filiale spécialisée appartenant à un puissant groupe familial du négoce des combustibles et du chauffage d'ensemble immobiliers, avait les moyens de s'attaquer à Bouygues : son activité de second œuvre est presque entièrement réalisée à l'étranger (essentiellement au Moyen-Orient) et la société travaille beaucoup avec des entreprises générales allemandes, britanniques, finlandaises, américaines. Montenay était donc peu sensible aux risques qu'une telle action judiciaire lui faisait courir à l'inverse de ses confrères travaillant essentiellement dans l'Hexagone.

C'est pourquoi il y a peu de chances que son exemple fasse tache d'huile, d'autant que les difficultés actuelles du secteur du bâtiment ne feront sans doute que renforcer la prudence des sous-traitants. Il pourrait aussi inciter les entreprises de second œuvre à plus de rigueur dans la discussion des contrats, voire à se regrouper pour la réalisation d'un même chantier pour limiter les risques d'abus de pouvoir et de puissance.

JOSEF DOYÈRE

Aux États-Unis

Réduction du déficit de la balance commerciale en juillet

Le déficit de la balance commerciale américaine a diminué en juillet, atteignant 1,1 milliard de dollars contre 1,9 milliard en juin et 2,9 milliards il y a un an à la même époque. L'amélioration du commerce extérieur des États-Unis est confirmée par le bilan des sept premiers mois : le déficit enregistré entre le 1^{er} janvier et le 31 juillet a atteint 12,9 milliards de dollars contre 20,1 milliards pendant la même période de 1978.

Cette amélioration s'explique surtout par une forte progression des exportations, facilitée par la faiblesse du dollar : 11,7 milliards de dollars en juillet 1978, 15,7 milliards en juillet 1979 (+ 34,2 % en un an et + 4,6 % en un mois).

Les importations, en revanche, ont tendance à plafonner : 16,9 milliards en juillet contre

16,9 milliards en juin, mais 14,5 milliards en juillet 1978 (+ 18,8 % en un an).

Les plus gros succès à l'exportation sont obtenus dans le domaine des produits agricoles. Ils permettent au gouvernement américain — la demande mondiale de produits alimentaires devant rester forte — de prévoir un déficit extérieur en 1979 sensiblement plus faible qu'en 1978 : 23 à 24 milliards de dollars contre 28,5 milliards.

LE MONDE

met chaque jour à la disposition de tous lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LES BUREAUX que vous recherchez.

NOUVELLE HAUSSE DU TAUX DE BASE BANCAIRE

La Chase Manhattan, troisième banque des États-Unis, a annoncé le 28 août qu'elle portait son « prime rate » (taux de base) au niveau sans précédent de 12 1/4 %. Celui-ci avait été porté à 12 % le 15 août. Une douzaine d'établissements financiers ont immédiatement suivi cet exemple.

Cette escalade des taux d'intérêt, qui, selon les spécialistes, devrait se poursuivre en dépit de l'absence d'un déficit commercial réduit en juillet par rapport à juin, était attendue depuis plusieurs jours.

La bourse de New-York a relativement bien accueilli cette nouvelle qui confirme la volonté de la Réserve fédérale (F.R.B.) de freiner l'accroissement de la masse monétaire en durcissant les conditions de crédit. Sur les marchés des changes, le dollar poursuivait en fin de matinée son mouvement de hausse.

ÉTRANGER

RECEIVED

U.S. DEPARTMENT OF JUSTICE

FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION

WASHINGTON, D.C.

MAY 1968

MEMORANDUM FOR THE DIRECTOR

SUBJECT: [Illegible]

[The remainder of the document contains several pages of extremely faint, illegible text.]

en vedette

473 (Indig.)	125 00
474	Cris. Indig.	300
475	C.J. Indig.	170
476	Cris. Indig.	170
477	Cris. Indig.	170
478	Cris. Indig.	170
479	Cris. Indig.	170
480	Cris. Indig.	170
481	Cris. Indig.	170
482	Cris. Indig.	170
483	Cris. Indig.	170
484	Cris. Indig.	170
485	Cris. Indig.	170
486	Cris. Indig.	170
487	Cris. Indig.	170
488	Cris. Indig.	170
489	Cris. Indig.	170
490	Cris. Indig.	170
491	Cris. Indig.	170
492	Cris. Indig.	170
493	Cris. Indig.	170
494	Cris. Indig.	170
495	Cris. Indig.	170
496	Cris. Indig.	170
497	Cris. Indig.	170
498	Cris. Indig.	170
499	Cris. Indig.	170
500	Cris. Indig.	170

M.....	8 2/16	6 9/16	6 7/8	7 1/4	7 1/16	7 7/16	7 3/8	7 3/4
E.-U.....	64 3/16	64 9/16	11 1/4	11 5/8	11 9/16	11 15/16	12 1/4	12 9/16
Japon.....	5 3/8	5 1/8	8 7/8	9 3/8	9	9 7/16	9 1/2	9 11/16
S. (100).....	10 1/2	11 1/2	11 7/8	12 1/8	11 7/8	12 1/8	11 5/8	12 1/8
S.....	5/8	3/4	1 7/16	1 13/16	1 9/16	1 15/16	1 7/16	2 25/32
(100).....	16	18	12 7/8	13 7/8	14 1/8	15 1/8	15 9/8	16 3/8
.....	14 1/8	15 3/8	14	14 5/8	14 1/2	14 3/4	14 3/4	14 3/4
Franc.....	10 7/8	11 1/8	11 13/16	12 5/16	12 1/8	12 5/8	12	12 3/8

de publicité F.O.

Ces organisations «réaffirment unanimement à cette occasion leur volonté de riposter aux attaques de plus en plus nombreuses du patronat de la presse concernant l'exercice des droits syndicaux et notamment du droit à l'information du personnel », déclare le communiqué commun.

TAUX DES E

DM	63/16	63/16	67/8
S.E.-U.	64 3/16	64 9/16	11 1/4
Finlin	55/8	9 1/2	8 7/8
F.B. (1960) ..	10 1/2	11 1/2	11 7/8
F.S.	5/8	3/4	1 7/16
L. (1960) ..	16	2 1/2	12 7/8
.....	16 1/2	15 3/4	16
Fr. franc.	10 7/8	11 7/8	11 13/16

45	—	285	—	318	—	1170	—	10825
290	—	315	—	420	—	1135	—	590

RO-MONNAIES

1/4	7 1/16	7 7/16	7 3/8	7 3/4
5/8	11 9/16	13 5/16	12 1/4	12 9/16
3/8	—	9 7/16	8 1/2	9 1/16
1/2	11 7/8	12 1/4	11 5/8	12 1/4
13/16	1 9/16	1 3/4	1 7/8	2 3/16
7/8	14 1/8	15 1/4	15 3/8	16 3/8
5/16	12 1/8	14 1/2	12 7/8	14 3/8
5/16	—	15 5/8	14	13 3/4

M.....	8 2/16	6 9/16	6 7/8	7 1/4	7 1/16	7 7/16	7 3/8	7 3/4
E.-U.....	64 3/16	64 9/16	11 1/4	11 5/8	11 9/16	11 15/16	12 1/4	12 9/16
Japon.....	5 3/8	5 1/8	8 7/8	9 3/8	9	9 7/16	9 1/2	9 11/16
S. (100).....	10 1/2	11 1/2	11 7/8	12 1/8	11 7/8	12 1/8	11 5/8	12 1/8
S.....	5/8	3/4	1 7/16	1 13/16	1 9/16	1 15/16	1 7/16	2 25/32
(100).....	16	18	12 7/8	13 7/8	14 1/8	15 1/8	15 9/8	16 3/8
.....	14 1/8	15 3/8	14	14 5/8	14 1/2	14 3/4	14 3/4	14 3/4
Franc.....	10 7/8	11 1/8	11 13/16	12 5/16	12 1/8	12 5/8	12	12 3/8

Ces organisations se réunissent unanimement à cette occasion leur volonté de riposter à toutes les attaques de plus en plus nombreuses du patronat de la presse concernant l'exercice des droits syndicaux et notamment du droit à l'information du personnel. Elles déclarent le communiqué commun

M.....	8 2/16	6 9/16	6 7/8	7 1/4	7 1/16	7 7/16	7 3/8	7 3/4
E.-U.....	64 3/16	64 9/16	11 1/4	11 5/8	11 9/16	11 15/16	12 1/4	12 9/16
Japon.....	5 3/8	5 1/8	8 7/8	9 3/8	9	9 7/16	9 1/2	9 11/16
S. (100).....	10 1/2	11 1/2	11 7/8	12 1/8	11 7/8	12 1/8	11 5/8	12 1/8
S.....	5/8	3/4	1 7/16	1 13/16	1 9/16	1 15/16	1 7/16	2 25/32
(100).....	16	18	12 7/8	13 7/8	14 1/8	15 1/8	15 9/8	16 3/8
.....	14 1/8	15 3/8	14	14 5/8	14 1/2	14 3/4	14 3/4	14 3/4
Franc.....	10 7/8	11 1/8	11 13/16	12 5/16	12 1/8	12 5/8	12	12 3/8

PARIS
28 AOUT

L'or jaune et l'or noir en vedette

De l'Or faimé ou de l'Or mort. Nous ne sommes pas le plus retenu traitement des opérateurs durant la séance de mardi.

Sur les indications venues d'outre-Manche et d'outre-Atlantique, le métal précieux, en tout cas, a brillé derechef de tous ses feux et c'est à nouveau Napoléon, le grand empereur du monde, qui se rappelle, le premier à 49 980 F (+ 630 F), le second à 440 F (- 100 F).

Bref : à parité, le prix de l'or est ressorti sur notre place à 384,84 dollars l'once contre 350,53 dollars la veille. Notons que les satellites du Japon (7 % 1973) et du Mexique (4,12 % 1973) ont eux aussi atteint des cours élevés.

	VALEURS	CLOTURE 28/8	COURS 29/8
Roumanie		147 ...	147 ...
Suisse Fedérale (TS...)		11 ...	11 23/64
Généraliste		30 ...	30 ...
De Beers		7 98 ...	7 98 ...
Gold Standard		360 ...	362 ...
Hiti Kito Zine		360 ...	362 ...
Shan		324 ...	3 ...
Mexico		150 ...	150 ...
Wit Lam 1/2 %		35 5/16 ...	35 5/8 ...
Wit Lam 3 1/2 %		38 ...	38 1/4 ...

(Cf. notre investissement.)
(1) Cf. infra.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

BAZER. — Troisième grand ob-

A la Bourse des valeurs, les pétroles se sont accablés, nés à « bouillir » après l'annonce des indices d'étude découverts par l'E.A. Aquitaine et la Vire (Pyrénées-Atlantiques). Le titre a monté de 120 francs. Mais les autres hausses ont été aussi enregistrées sur le C.F.P. (+ 6 %), B.P. (+ 12 %) et surtout Esso (+ 12 %), dont la cotation était encore initialement dévaluée par l'abondance des ordres d'achat.

Cette montée de l'or a donné un coup de fouet au marché et, dans une ambiance de rentrée, les valeurs ont continué à se relever. L'ascension a été la plus vive pour Pociolan (+ 7,1 %) comme chef de file et finalement l'indicateur instantané a monté de 1 %.

Manifestement, le très mauvais indice des prix de juillet n'a pas tenu la clientèle outre mesure.

Phénomène d'anticipation ou juste en cours de déviation ?

« Les spéculateurs ont fait le marché en immobilier et sur le marché de l'or », me confiait un professionnel. « Avec leurs abandons massifs, ils ont entraînés les liquidités vers la Bourse. » C'est une opinion.

Le bilan du mois de juillet s'élevait à 230 cents environ (payable le 25 octobre 1979).

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 1970 = 100)

INDICE DES PRIX DE CONSOMMATION 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA VENTE 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À L'EXPORTATION 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À L'IMPORTATION 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA REVENTE 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA DÉTAILLÉE 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA GROSSE 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA MISE EN VENTE 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA LIVRAISON 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA RÉCEPTION 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA DESTINATION 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA VENTE 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À L'EXPORTATION 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À L'IMPORTATION 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA REVENTE 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA DÉTAILLÉE 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA GROSSE 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA MISE EN VENTE 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA LIVRAISON 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA RÉCEPTION 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA DESTINATION 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA PRODUCTION 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA VENTE 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À L'EXPORTATION 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À L'IMPORTATION 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA REVENTE 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA DÉTAILLÉE 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA GROSSE 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA MISE EN VENTE 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA LIVRAISON 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA RÉCEPTION 29 août 1979.....

INDICE DES PRIX À LA DESTINATION 29 août 1979.....

LONDRES

Peu d'affaires mercredi au London Stock Exchange, où l'indice des Industrielles perd cependant 1,5 point à 483,5. Hausses des pétroles. Stabilité des fonds d'Etat. Les mines d'or progressent encore par endroits.

De (overvoeren) (dollar) 314 85 contra 317 76			
VALUES	CLOTURE 28/8	COUPE 28/8	
Dropson	147	147	
Britische Petroleum (10...)	11 38	11 23/64	
Centraals			
De Beers	7 68	7 68	
Imperial Chemical	380	382	
Portland Cement	200	200	
Shell	324	326	
Steel	155	150	
Victoria	38 3/4	38 1/4	
Wool 5 1/2 %	58	58	
Swedish Refinement	38 3/4	38 3/4	
Various Holdings	28	38 1/4	

(*) De Doornen (U.S.) met de grane aan in
(1) 6000000

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

BAYER — Troisième grand chimiste à publier ses résultats pour le premier semestre, le groupe de pharmaciens annonce un bénéfice avant impôts de 870 millions de deutschemarks, accru de 45,70 % par rapport à la période correspondante de 1978 pour un chiffre d'affaires de 13,57 milliards de deutschemarks (+ 13,46 %). De son côté, le bénéficiaire avant impôts de la société a augmenté de 75 millions de deutschemarks (+ 25 %) et son chiffre d'affaires 5,9 milliards de deutschemarks (+ 13,46 %). L'amélioration de la rentabilité est due à une meilleure utilisation des capacités, à une plus possible grâce à l'augmentation des ventes.

ANGLO AMERICAN INVESTMENT TRUST. — Le semestre, qui se terminera le 30 septembre prochain, devrait se solder par un bénéfice net de 24,50 millions de rands contre 24,78 millions un an auparavant. Le dividende intermédiaire serait inchangé à 230 cents environ (payable le 25 octobre 1979).

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 29 déc. 1975)
27 août 78 août

		27 août	28 août
Valeurs françaises ..	114,7	116,9	
Valeurs étrangères ..	129,4	130,3	

C^e DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961)
Indice général 99,8 101,2

NEW-YORK

Très résistant
Les opérateurs de la Bourse de New-York n'ont guère été surpris de la nouvelle escalade des taux d'intérêt (voir en dernière page).
à noter

[illegible]

108.69 (-0.17).

VALEURS	COURS 27/8	COURS 28/8
---------	---------------	---------------

Alcoa	55 1/2	55 3/4
A.T.T.	59 7/8	59 3/4

Boeing	48 1/8	48 1/8
Cross Manhattan Bank..	42 ...	41 5/8
Du Pont de Nemours....	42 7/8	43 1/4
Eastman Kodak	50 1/2	50

Exxon	58 3/4	58 ..
Exxon	58 1/2	58 7/8
Ford	42 1/2	42 5/8
General Electric	52 3/4	52 3/4

General Foods	33 7/8	33 5/8
General Motors	59 1/2	59 3/8
Goodyear	15 5/8	15 1/2
I.R.M.	79	79

I.T.I.	30 1/8	30 1/2
Kennecott	26 7/8	26 7/8
Mobil Oil	43 5/8	42 3/4
Price	35 1/2	35 1/2

Pfizer	35 3/8	35 1/2
Schmucker	86	86 ...
Texaco	29 3/8	29 ...
U.A.I. Inc.	28 ...	27 1/4

Union Carbide	43 ...	43 1/2
U.S. Steel	22	22 5/8
Westinghouse	22 5/8	22 1/2
Yard	57 5/8	57 1/4

Taux du marché monétaire

COURS DU DOLLAR A TOKYO

COURS DU DOLLAR A TOKYO		
	28/3	29/3
1 dollar (en yens)....	220 80	221 45

VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier	VALEURS	Cours	Dernier
---------	-------	---------	---------	-------	---------	---------	-------	---------	---------	-------	---------

[illegible]

BOURSE DE PARIS - 28 AOUT - COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

[illegible]

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. MEES** — DES JEUNES PARLENT : « La jeunesse française sent le renouveau », par Patrice Halary ; « Que restera-t-il du septennat en matière d'architecture ? », par Philippe Proisy.
- 3. EUROPE** — La recrudescence du terrorisme irlandais. — L'épilogue de l'affaire Godounov-Vlassova.
- 4. ASIE** — CAMBODGE : un témoignage de Khmers rouges par l'armée de Bangkok.
- 5. DIPLOMATIE** — La préparation du sommet des non-alignés.
- 6. AMÉRIQUES** — Les critiques de l'action gouvernementale par M. De la Cruz.
- 7. SOCIÉTÉ** — JUSTICE : « Un lynchage judiciaire », libre opinion par Jack Long.
- 8. DÉFENSE** — Le débat sur l'insécurité militaire franco-allemande.
- 9. SCIENCES** — 7. EDUCATION — « Il y a quarante ans, la guerre » (III), par Henri Michel.
- 10. RELIGION** — 8. MÉDECINE — Le congrès de médecine légale à Lyon.
- 11. SPORTS** — FOOTBALL : Brest, trois ans après un vrai club de première division.
- 12. TENNIS** — « Where is Flushing Meadows ».
- 13. EQUIPEMENT** — TOURISME : le bilan de la saison estivale.
- 14. TRANSPORTS** — La S.N.C.F. veut élargir sa clientèle grâce à de nouvelles réductions tarifaires.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES
Pages 11 à 18
— Spécial photo, par Hervé Guibert.

- 21-22. ÉCONOMIE** — AFFAIRES : dans le différend Montenegro-Souvié, la cour d'appel de Paris a donné raison au sous-traitant.
- LA SEMAINE D'ACTION** — LA C.G.T. DU 3 AU 7 SEPTEMBRE : pour M. Lomax (C.G.T.), « la C.F.D.T. tente de justifier sa passivité ».
- L'évolution du franc** depuis cinq ans, par rapport aux autres monnaies.
- LIBRES OPINIONS** : « Le gouvernement respecte-t-il la loi sur le salaire minimum de croissance ? », par François Dubois.

LIRE ÉGALEMENT
RADIO-TELEVISION (18)
Annonces classées (19 et 20) : Aujourd'hui (19) ; Carat (19) ; Journal critique (19) ; Météo (19) ; Mots croisés (19) ; Bourse (20).

Le numéro du « Monde » daté 28 août 1979 a été tiré à 534 308 exemplaires.

C.C.A.
BORDEAUX
BOURGOGNES
CHAMPAGNES
ET ALCOOLS

Réouverture le 28 août
TARIFS MISE EN VENTE
SPECIALE "CONSEILS"

Magasin Principal
103, rue de Turenne
75003 PARIS
du mardi au samedi :
Tél. 27.59.27 ou 28.
91, av. Maréchal Foch 75015 PARIS
Tél. 308.22.82 (face village Vauban)

Le P.C.F. récuse la notion de « gauche de salut public »

Le bureau politique du P.C.F., réuni mercredi matin 29 août en l'absence de M. Georges Marchais, qui achève, jeudi, un voyage de trois jours en Algérie, devait faire connaître, mercredi après-midi, sa réponse à la proposition de « rencontre bilatérale » qui lui avait été adressée le P.S. la semaine dernière. D'ores et déjà, il se confirme que le parti communiste récuse la notion de « gauche de salut public » mise en avant par M. François Mitterrand le 20 août à Anglet. M. Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C.F., a expliqué, mardi, à Saint-Étienne, que cette notion a été utilisée, dans le passé, « pour appeler la gauche à soutenir une politique de droite ».

« Depuis des dizaines d'années, cette notion de « salut public » a été utilisée pour appeler à la gauche à soutenir la politique de collaboration de classe. Elle a été utilisée pour appeler la gauche à soutenir une politique de droite. Si on se réfère aux positions exprimées par le P.S. au cours des dernières années, on ne peut pas manquer d'être inquiet quand on retrouve cette notion dans la bouche de François Mitterrand ».

Le député du Val-de-Marne a précisé qu'il « repousse avec indignation l'accusation d'éclectisme » lancée par M. Chérèque contre les partis de gauche. « Que cela concerne le P.S., c'est possible, mais nous, nous, nous ne sommes pas des éclectiques », a déclaré M. Fiterman. Il a rappelé que le P.C.F. partait de « l'union avec toutes les forces qui entendent agir en faveur des intérêts des travailleurs du pays sans exclusion », sans pour autant cette union sur l'union à la base. « Si l'on a-t-il ajouté, fait le sentiment qu'en portant contre nous des accusations qui ne tiennent pas, nous ne pouvons pas nous laisser aller à une certaine violence d'improbabilité, d'attentisme, dont les préoccupations politiques nous met en cause ne sont pas absentes ».

M. Fiterman a évoqué d'autre part, l'inculpation de M. Mitterrand à la suite de l'émulsion « Radio-Réponse ». Il a souligné, sur l'union à la base, « la limite des radicaux pour que dans la société capitaliste dans laquelle nous nous trouvons, ceux qui ont l'argent auraient tout fait d'être les principaux bénéficiaires de l'opération ».

A Bayonne EXPULSION D'UN BASQUE ESPAGNOL

Venu à la sous-préfecture de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) pour solliciter le renouvellement de son titre de séjour, un jeune Basque espagnol, M. Inaki Aracana-Mendi, habitant Bayonne depuis quatre ans, a été expulsé, lundi 27 août, après avoir été entendu par le préfet. M. Aracana-Mendi, 27 ans, marié, a été expulsé de France après avoir été entendu par le préfet. M. Aracana-Mendi, 27 ans, marié, a été expulsé de France après avoir été entendu par le préfet.

D'autre part, à Hendaye, une trentaine de membres du comité d'aide aux réfugiés font la grève de la faim afin d'obtenir le rétablissement du statut de réfugié et le droit de demeurer au Pays basque. Enfin, le comité organise, dimanche 2 septembre, une marche sur Biarritz en trois colonnes venant de Bayonne, d'Ustaritz et de Saint-Jean-de-Luz. — (Corr.)

ZENNER
L'AFFAIRE de LA QUINZAINE

Commode Louis XV
bois de rose

valeur 3.548 F
PRX 2.950 F

Ouvrez en août

ZENNER BOUCHÉ
10, RUE FAIDHERBE, 75011 PARIS
TEL. 37.16.14

L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE POURRAIT LIVRER QUATRE CENTRALES NUCLÉAIRES À L'ARGENTINE

Buenos-Aires (A.F.P.) — L'Allemagne fédérale et l'Argentine seraient sur le point de conclure un accord pour la construction de quatre centrales nucléaires, d'un coût de 28 milliards de dollars, dans le sud-ouest de l'Argentine. Il s'agit d'un accord préliminaire, dans un premier temps, la construction d'une centrale à Atucha, à une centaine de kilomètres au nord-ouest de Buenos-Aires. Dans une seconde étape, trois autres centrales seraient édifiées dans le pays et une entreprise d'ingénierie, dépendant de la Commission nationale argentine à l'énergie atomique (CNEA), serait créée. La société est-allemande Kraftwerk Union A.G. (K.W.U.) détiendrait 25 % du capital de cette nouvelle entreprise.

Les derniers détails de l'accord sont en cours de négociation. Les ministères allemands de l'Économie, des Affaires étrangères (West-Germany), et de la Coopération économique avec les pays en développement (K.W.U.) semblent bien placés pour négocier le marché argentin.

« La « perle » de l'industrie nucléaire d'Allemagne fédérale en Amérique latine se trouve, après le marché brésilien (buis cassées), K.W.U. semble bien placée pour négocier le marché argentin ».

Le procès du physicien Georges Mikhaïlov s'est ouvert à Leningrad

Le procès de M. Georges Mikhaïlov, professeur de physique et collectionneur de tableaux « non conformistes », s'est ouvert le lundi 27 août, à Leningrad, devant la cour d'appel de la ville. Mikhaïlov, 42 ans, est accusé de « trahison » et de « sabotage ».

M. Mikhaïlov, professeur de physique et collectionneur de tableaux « non conformistes », s'est ouvert le lundi 27 août, à Leningrad, devant la cour d'appel de la ville. Mikhaïlov, 42 ans, est accusé de « trahison » et de « sabotage ».

Le cambriolage manqué dans une agence parisienne de la Société générale

« Sans armes, sans haine ni violence... » Une huitième personne a été arrêtée dans le cadre de l'enquête ouverte à propos du cambriolage manqué de l'agence de la Société Générale, 6, rue de Sévres, à Paris (le Monde du 29 août). M. Lucien Camp, gérant de la Société Générale (Seine-Saint-Denis), est soupçonné d'avoir fourni au commando du matériel léger et une camionnette dont le plancher décapé devait permettre d'évacuer le butin par une plaque d'égoût.

L'ombre d'Albert Spaggiari plane sur la tentative de « casse » de l'agence de la Société Générale, 6, rue de Sévres à Paris (le Monde du 29 août). Les coïncidences ne manquent pas entre ce dernier et les cambriolages de Nice et de la rue Saint-Louis-en-l'Île à Paris (le Monde des 22 juillet et 18 août 1978).

Tout d'abord, la technique précise, mais laborieuse, qui consiste à creuser un tunnel de 25 mètres, en partant des égouts. Le matériel aussi, entièrement neuf et sophistiqué : lance thermique, combiné à lances thermiques, vérin hydraulique, compresseur pour l'air, et même scie à pointes de diamant, achetée de Milan, pour percer le mur recouvrant de la banque. Enfin, comme à Nice il y a trois ans, lors de leur arrestation en flagrant délit, aucun des sept malfaiteurs n'était armé. « Sans armes, sans haine ni violence... » avait écrit Spaggiari, à Nice. Ses émules parisiens entendent-ils faire de même ?

Le scénario des préparatifs, lui-même, n'échappe pas à certaines similitudes. L'audace des « Parisiens » valait bien, en tout cas, celle des « Niciens » : la congrégation du 85, rue de Saint-Pères a donné chaque matin, depuis juillet, la clé d'une cave à ses employés d'E.D.F., si gentils et si consciencieux, venus installer le courant triphasé.

O. R.

Mort de la comédienne Mary Marquet

Une grande dame guerrière

La comédienne Mary Marquet est morte à Paris, ce mercredi 29 août, d'un infarctus. Elle était âgée de quatre-vingt-quatre ans. Elle avait été atteinte d'un infarctus il y a quelques jours.

Mary Marquet : un personnage qui force l'admiration, un monstre sacré de haute taille, de verbe haut, rien chez cette fière guerrière n'est banal ni quotidien. Elle se consacra au théâtre, et au bonheur de vivre et de combattre. Elle régna, infaillible, sur la tragédie et la comédie. Ni l'âge ni la maladie ne la font plier.

« Sa vie est un théâtre où soufflaient les tempêtes. Sa voix d'oraison fait chanter les alexandrins, emporta les répliques boulevardières dans des furies qui provoquaient de furieux rires. Elle ne craint pas les excès, elle s'en nourrit dans son existence de femme et de comédienne, quelle ne cloisonne pas, quelle livre orgueilleusement. Ses interventions sont des romans pittoresques, et les romans de sa vie, des épopées lyriques ».

Grande dame guerrière, vieille dame indigne, son franc-parler et sa générosité vraie balançaient les hypocrisies d'un monde politicien qui la regardait, effaré, et ne peut empêcher de sa soumission et de l'admiration.

Elle marchait avec une canne, comme une aristocrate de jadis, avec majesté, comme pour annoncer de loin son arrivée. Elle est tombée bêtement, dans son appartement. Sa secrétaire et un voisin sont venus l'aider. Elle ne croyait pas qu'elle puisse mourir, nous avions oublié qu'elle avait quatre-vingt-quatre ans.

Née à Saint-Petersbourg en 1895, Mary Marquet fit ses études au Conservatoire national d'art dramatique de Paris où elle fut élève de Paul Monnet. C'est en 1915, sous la direction de Sarah Bernhardt, qu'elle débuta en tenant notamment le rôle de l'Égérie.

Engagée à la Comédie-Française dès 1923 — elle fut nommée sociétaire en 1928 — elle joua dans de très nombreux spectacles de théâtre, de cinéma, de radio. Elle fut élève de Paul Monnet, C'est en 1915, sous la direction de Sarah Bernhardt, qu'elle débuta en tenant notamment le rôle de l'Égérie.

En 1954, elle s'essaya à la mise en scène en montant l'Arlequinade devant le grand mur d'Orange ; elle tient elle-même le rôle principal. Mary Marquet a également travaillé pour le cinéma où sa carrière — commencée en 1932 avec Sapho — fut marquée par des films comme Si Versailles m'était conté (1955), Landru (1955), la Vie de château, la Grande Valse (1956) et la Merveilleuse Visite (1974).

On la vit aussi dans des cabarets comme la Tête de l'art ou le Caneau de la République, où elle disait des chansons, de la même façon que pendant l'Occupation elle avait cessé de donner des réceptions politiques.

D'autre part, Mary Marquet publia des livres. Parmi ceux-ci : deux volumes de vers (L'ombre de tes ailes, et la Course aventureuse), une plaquette sur les grands comédiens disparus (Les Impératrices), un roman (Colombe 200) et deux en quatre tomes, ses mémoires commencées en 1974 avec Ce que j'ai dit et vu de 1975 à 1979 par Ce que n'ai pas dit, puis Mes notes d'or avec la poésie, et pour finir, cette année même, Vous qui m'aimez, vous que j'aime. Mary Marquet avait été mariée à Maurice Escande (en 1920) puis à Victor Francin (en 1944).

LE RESTAURANT PRUNIER MADELINE EST OUVERT 9, rue Duphot, Paris (1^{re}) 260.36.04

SEIKO Quartz, étanche, jour, date, modèle représenté 1.269 F pour femme 1.093 F

« Quand je vends une montre à Quartz, je prolonge gratuitement de 2 ans la garantie du fabricant » SEIKO-OMEGA-LONGINES-TISSOT-etc.

Paris 8, place de la Madeleine 138, rue La Fayette 86, rue de Rivoli Colombes 65, rue Saint-Denis

Joailleur-Conseil

Achat facilité avec le crédit personnelisé

Moscou met en garde l'Occident contre la tentation d'une coalition antisoviétique

1

Fondation : Hubert

La guerre préventive du Sud-Liban

Le général Hafez el-Assad, chef de l'armée syrienne, a déclaré que la Syrie ne se laisserait pas entraîner dans une guerre préventive contre Israël. Il a souligné que la Syrie ne voulait pas s'engager dans une guerre qui ne servirait que les intérêts israéliens.

Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de

Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de... Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de...

Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de... Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de...

Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de... Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de...

Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de... Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de...

Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de... Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de...

Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de... Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de...

Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de... Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de...

Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de... Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de...

Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de... Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de...

Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de... Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de...

Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de... Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de...

Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de... Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de...

Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de... Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de...

Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de... Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de...

Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de... Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de...

Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de... Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de...

Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de... Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de...

Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de... Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de...

Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de... Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de...

Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de... Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de...

Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de... Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de...

Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de... Le mandat Tiro et défection de l'Union du mouvement de...